Journal 25 mai - 1er juin 2022.qxp_HO 5/25/22 3:49 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LII, No. 21 *New York : Tel : (718) 812-2820; •* ***Montréal*** *(514) 321-6434; •* ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10* ***25 mai - 1er juin 2022***

L'OFFENSIVE CONTRE LA CORRUPTION COMMENCE À L'AGD

55 000 containers l'an y passent; 37 000 pour 5 commerçants

$ 480 millions de taxes non payés à l'État...

Par Léo Joseph

La descente des lieux au site de l'Administration générale des Douanes (AGD) de Port-au-Prince, par des policiers affectés à l'Unité de lutte contre la corruption (ULCC), vendredi (20 mai) pourrait bien se révéler le lancement de l'offensive contre la corruption. En dépit du mouvement de protestation lancée par le syndicat des employés de cette institution, les autorités haïtiennes ne peuvent empêcher cette initiative d'inspiration exogène. Dans le cadre de cette opération, non seu-

Suite en page 2

PREMIER COUP DE BALAI DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Romel Bell mis à pied comme directeur général

Le dossier de la corruption en passe d'être transmis à la justice

Fritz Alcindor, le nouveau directeur général a.i. de l'AGD.

Michel Patrick Boisvert, ministre des Finances et ds Affaires économiques.

Léo Joseph

Les rumeurs faisant croire que, suite à la perquisition effectuée au siège de l'Administration générale des Douanes et les scellés qui ont été apposés sur les classeurs et les portes de son bureau, vendredi 20 mai — mais qui ont été levés le mardi 24 mai—, le directeur général de l'institution aurait été mis aux arrêts, sont infondées. Dans un

Suite en page 15

METTANT FIN À SA CARRIÈRE MÉDICALE

Le Dr Kesler Dalmacy tire sa révérence

Dr Kesler Dalmacy

Le Dr Kesler Dalmacy, surnommé affectueusement, et à juste titre, « *Papa pèp la* » (le père du peuple) met fin à une carrière médicale qu'il a menée durant près de quatre décennies. Après toutes ces années, c'est avec la mort dans l'âme qu'il fait ses adieux, particulièrement à ses patients, et d'une manière générale à la communauté haïtienne

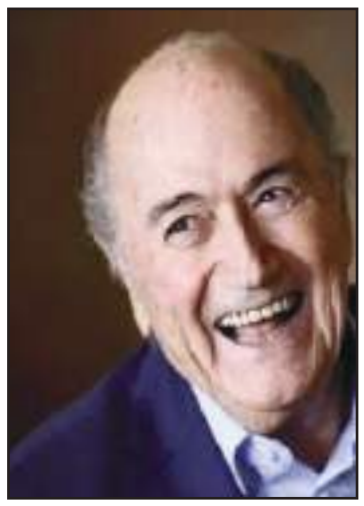
Suite en page 5

ATTAQUÉ EN JUSTICE PAR LE DR YVES JEAN-BART

Romain Molina lance une stratégie de défense

L'ex-président de la FIFA Sepp Blatter accusé : Bénéficiaire de « faveurs sexuelles » en Haïti

Dr Yves Jean-Bart, dans l'attente du verdict du Tribunal arbitral du sport.



Sepp Blatter, le président retraité de la FIFA.

Par Léo Joseph

Romain Molina, le blogueur français, qui a déclenché le scandale à l'origine de la déconfiture du football haïtien, consécutivement à la déchéance du président de la Fédération haïtienne de football (FHF), le Dr Yves Jean-Bart, sur fond d'accusation d'abus sexuels sur mineurs, est de nouveau à l'œuvre. Cette fois, il est parti en guerre contre le président retraité de la FIFA, l'accusant d'avoir bénéficié de «*faveurs sexuelles* » de ce der-

Suite en page 4

HAPPENINGS!

It was about time: The story concerning Haiti's victimization has gone viral!

Alexandre Sabès Pétion is alleged to have proposed to pay the ransom.

Jean Pierre Boyer capitulated and signed the ransom proposal.

By Raymond A. Joseph

Although more than once, we've said and written that the miserable situation of Haiti is mainly due to how it has been treated from its inception due to the temerity of our ancestors in defeating the French slave masters in 1803, that narrative didn't catch the attention of large sectors. After all, Haiti, for many, is

Continued on page 7

Journal 25 mai - 1er juin 2022.qxp_HO 5/25/22 3:49 AM Page 2

L'OFFENSIVE CONTRE LA CORRUPTION COMMENCE À L'AGD

55 000 containers l'an y passent; 37 000 pour 5 commerçants

$ 480 millions de taxes non payés à l'État...

Suite de la page 1

eulement les hauts fonctionnaires sont visés, les hommes d'affaires ayant bénéficié d'avantages fiscaux s'élevant à des centaines de millions de dollars américains se verront demander des comptes.

Pas moins d'une vingtaine de policiers dépêchés sur les lieux par l'administration de l'ULCC ont fait irruption au siège de l'AGD, vendredi dernier, pénétrant les lieux par effraction avant de chasser les employés de leurs postes, les fonctionnaires et le directeur général de leurs bureaux sur lesquels ont été apposés des scellées.

Selon des informations fournies par les autorités compétentes, les scellées ont été apposés sur les portes du bureau du directeur général de l'AGD, Romel Bell, ainsi que sur les classeurs, tandis que ces mêmes dispositions ont été prises, en ce qui concerne les différents fonctionnaires ayant la charge de dossiers relatifs aux importations de marchandises.

Cela vaut également pour le serveur et les terminaux du réseau informatique de cette administration. En d'autres mots, les inspecteurs arrivés sur les lieux, en compagnie des policiers n'ont rien laissé au hasard, en qui concerne les besoins de l'enquête en cours sur les opérations de l'AGN.

Les scellés levés, les opérations ordinaires peuvent continuer

L'AGD étant une institution super importante dans l'administration publique, en raison, surtout de ses interactions avec le monde des affaires, les inspecteurs de l'ULCC évitent de paralyser ses opérations. Les données informatisées sécurisées, la direction de cette administration a jugé bon d'assouplir les mesures contraignantes dont est l'objet l'-ADG. Voilà pourquoi un communiqué à ce sujet a été rendu public, le mardi 24 mai.

La note en question est ainsi libellée :

« *La Direction générale de l'Unité de lutte contre la corruption (ULCC) informe le public que les scellés apposés sur les portes et classeurs du bureau du*

Romel Bell, en passe d'être éjecté de la direction de l'AGD.

directeur général de l'Administration générale des Douanes (AGD), Monsieur Rommel Bell, lors de la perquisition du 20mai 2022 ont été levés ce mardi 24 mai. Toutefois, d'autres actions seront prises par l'ULCC dans le cadre de cette enquête initiée par son directeur général, Me Hans Jacques Ludwig Joseph, agissant en sa qualité d'Officier de Police judiciaire conformément à l'article 11 du décret du 8 septembre 2002 créant l'institution afin de constituer les infractions de corruption dénoncées ».

L'administration de l'ULCC sollicite l'assistance du public, toutes les fois que l'un de ses membres détient des informations relatives à ce crime. Selon la note encore, les intéressés peuvent communiquer leurs informations à travers la ligne « 5656» ou à travers des boites d' « *alerte anti-corruption* » accessibles dans les institutions publiques, ou encore via courriel, à l'adresse suivante : infos@ulcc.gouv.ht

55 000 containers passent par l'AGD chaque année; 37 000 importés par 5 commerçants

Si l'Administration générale des Douanes d'Haïti avait été souvent victime de fonctionnaires malhonnêtes se livrant, de temps à autre, à des opérations de corruption, au détriment de la caisse publique, depuis longtemps, mais s'est au cours des derniers dix ans, à l'avènement des régime *Tèt Kale* et *PHTK* (Michel Martelly, d'abord, puis Jovenel Moïse) que le pillage s'opère vraiment.

Il semble que les hommes d'-affaires proches de ces régimes, gros bénéficiaires de subventions, aient beaucoup profité de ces avantages. Sous ces deux administrations, leurs importations ont accru de manière exponentielle. Selon des révélations crédibles de leurs activités commerciales, le nombre de containers qu'ils ont importé dépassent de mille coudées ceux de leurs concurrents.

En effet, sur les 55 000 containers, qui passent par les douanes haïtiennes, soit environ 5 000 par mois, cinq importateurs liés au Palais national en ont commandé 37 000, dont un seul d'entre eux en font rentrer 11 000 au pays. En terme de taxes économisées par ces derniers, cela représente USD 480 000 000 $ en huit ans dont l'État est privé.

Selon toute vraisemblance, un fort pourcentage de cette somme faramineuse est versé aux décideurs, sous forme de « *ristournes* », aux décideurs politiques, à tous les niveaux de l'administration publiques. Cette situation pourrait bien expliquer l'enthousiasme affiché par le syndicat des employés de l'AGD et l'agressivité avec laquelle ils lancent la demande de mettre fin à la perquisition de l'ULCC, à la Douane de Port-au-Prince et la levée des scellés sur les classeurs et les portes du bureau de Romel Bell.

Le Blanc a-t-il forcé la main à Ariel Henry ?

Dans le milieux politiques et dans le monde des affaires, à Port-au-Prince, cette descente des lieux inopinée des agents de sécurité de l'ULCC a suscité l'étonnement, surtout à cause des bonnes relations qui existent entre le directeur général de l'AGD et le Premier ministre de facto.

Certes, fait-on savoir, sous condition que l'identité des lan-

Hans Jacques Ludwig Joseph, directeur général de l'ULCC, est allé3 très vite en besogne contre Romel Bell.

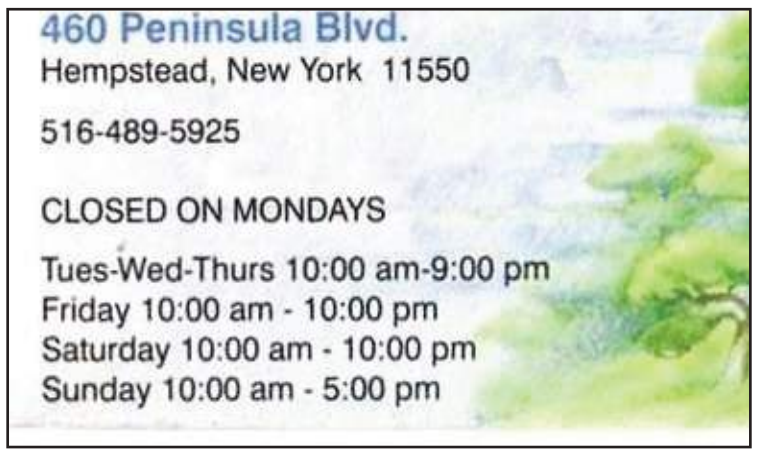
ceurs d'alerte reste secrète, les pratiques de Martelly et de Moïse continueront avec Ariel Henry aux commandes, à la primature, sous le chapeau des deux plus hautes autorités de l'Exécutif. Aussi, dans le cadre de ses négociations avec des organisations politiques, le Premier ministre de fait s'était-il entendu avec M. Bell pour que des privilèges exclusifs soient accordés à ses amis et alliés politiques, « *dans le monde des affaires* ».

Indubitablement, des membres Secteur démocratique et populaire (SDP) ont bénéficié de plusieurs containeurs de produits Bongú, que distribuent les frères Deeb ainsi que des véhicules (les marques dont ils sont les concessionnaires. Suite au tremblement de terre du 14 août, qui a secoué le Sud, le Sud-Ouest, les Nippes, du Sud-Est, et une partie de l'Ouest, ces politiciens offraient ces produits comme dons aux sinistrés. En revanche, Romel Bell avait reçu l'autorisation de livrer aux Deeb leurs marchandises hors taxes.

Se trouvant en étroite collaboration avec Romel Bell, personne n'aurait imaginé qu'il aurait subi pareil traitement. Bien que ce dernier ait le même titre que Hans Jacques Ludwig Joseph (directeur général), celuici ne lui a pas voué la courtoisie qui serait de mise, dans pareille circonstance, en lui mettant la puce à l'oreille, par rapport à la perquisition, qui être menée à l'AGD.

D'aucuns pensent que, à la faveur de l'arrestation de Germine Jolly (Yonyon), par les Américains, désormais, enquêtant sur l'origine des armes des gangs, tout au moins de celles acquises par les bandits de « *400 Mawozo* », basé sur les aveux qu'il a faits aux enquêteurs étatsuniens, Romel Bell serait la première victime de l'enquête ouverte sur le trafic d'armes en Haïti qui, certainement, débouchera sur la guerre contre corruption. Car il y a fort à parier que, dans la foulée, les trafiquants de drogue risquent, eux aussi, de recevoir une visite inopinée. Ainsi que d'autres personnes évoluant dans le monde interlope. Dans de telles conditions, tout laisse croire que la main d'Ariel Henry a été forcé par les Américains. Attendu que celui-ci reste, en permanence l'obligé des Américains le protégeant contre ses accusateurs, dans l'assassinat de Jovenel Moïse, il n'hésitera jamais, même une seule minute, à répondre favorablement à la moindre demande de l'administration Biden.

L.J.



Journal 25 mai - 1er juin 2022.qxp_HO 5/25/22 3:49 AM Page 3

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

L'actualité en vrac

Un massacre au Texas suivi de celui de Buffalo, N.Y.

C'est regrettable, le massacre qui s'est déclaré, hier, 24 mai, dans la petite ville *d'Uvalde,* au Texas, à quelque 136 kilomètres de San Antonio : 14 élèves et un enseignant d'une école élémentaire ont été tués par Salvador Ramos, 18 ans, qui, avant de faire irruption à l'école, avait exécuté sa grand'mère. Quelle horreur ! Ce drame s'est déroulé juste 10 jours après le massacre du samedi 14 mai, à un supermarché de Buffalo, N.Y., où 10 vies avaient été fauchées, en sus de trois personne blessées. Le lendemain, dimanche 15 mai, l'attaque dirigée sur l'église presbytérienne Genève, de Laguna Woods, en Californie, a occasionné un décès et cinq personnes âgées blessées.

Hier après-midi, le président Joseph « Joe » Biden, à bord du vol qui le ramenait à Washington, en provenance de Tokyo, dernière étape de sa visite de trois jours en Asie, a ordonné que le drapeau soit mis en berne sur tout le territoire américain.

Il comptait s'adresser à la nation, dès qu'il aura regagné la Maison-Blanche. Triste situation, car huit jours plus tôt, soit le 17 mai, lui et son épouse, Jill Biden, se trouvaient à Buffalo. Il tenait à se présenter, en personne, pour exprimer ses condoléances aux familles éplorées et faire montre de la solidarité présidentielle, à l'occasion de ce deuil qu'il a déclaré national. Assurément, dans les jours qui viennent le président, sans doute, fera le déplacement au Texas, pour manifester sa solidarité envers des familles nouvellement plongées dans le deuil.

À souligner que le sénateur Chris Murphy, démocrate du Connecticut, a fait une intervention émotionnelle, demandant à ses collègues : « *Que faites-vous? Constater seulement le massacre de nos enfants ?* » *Rappelons* qu'il avait vécu l'odieux massacre de Sandy Hook, non loin de chez lui, le 14 décembre 2012, quand Adam Lanza, 20 ans, avait fusillé 26 personnes, dont 20 enfants, âgés de 6 à 7 ans, ainsi que six adultes. Le sénateur Murphy était en sanglots quand il a suggéré que le Sénat américain se penche de toute urgence sur la question relative au « *contrôle des armes* ».

Encore la semaine dernière, nous avions pris position contre les conservateurs qui, sous prétexte d'invoquer le deuxième

L'ex-président Jean-Bertrand Aristide veut se débarrasser du stigmate de Ponzi, ou l'affaire des caisses d'épargne.

amendement de la Constitution, se font les complices des tueurs qui ne devaient pas avoir droit au port d'arme. Car, « *Trop c'est trop* », avons-nous relancé.

Sur la scène internationale, il y a l'Ukraine, mais aussi Taïwan

Le président Biden a signé, samedi dernier, un projet de loi bipartisan, prévoyant quarante milliards de dollars (40 000 000 000,00 $) d'aide à l'Ukraine, en butte aux assauts russes, depuis le 24 février, quand le président Vladimir Poutine avait lancé l'attaque contre son voisin, dans le cadre d'une opération qui, croyait-il, ne devait pas durer plus de 72 heures. Hier, 24 mai, fait exactement trois mois depuis qu'a été lancée cette invasion décrite comme un « *conflit* » par le leader russe. Mais tout semble indiquer que le « *conflit* », changé en guerre aux proportions alarmantes, ne sera pas de courte durée.

À la suite de la signature du document totalement favorable à l'Ukraine, le président Biden partait en voyage, dans le cadre de sa première visite en Asie, faisant escale, d'abord en Corée du Sud, où il a rencontré, en grandes pompes, le nouveau président sud-coréen, Yoon Suk-yeol, qui a prêté serment le 10 mai.

Puis, avant-hier, lundi, 23 mai, il se trouvait à Tokyo, Japon, où il s'est entretenu, tour à tour, avec les leaders de l'Inde, de l'Australie et du Japon, lors d'un sommet indopacifique. Il a souligné que l'invasion russe de Ukraine comporte de « *graves conséquences* », soulignant, entre autres, que si la Chine devait se mettre à l'idée d'attaquer Taïwan, cela entraînerait une « *réponse musclée* » des États-Unis.

Pour apaiser les esprits, ce même lundi, un communiqué de la Maison-Blanche, mettant un bémol à la déclaration du président, a précisé que la politique américaine vis-à-vis de la Chine n'a pas changé. Comme s'il existe une opinion contraire sur la question au sein de l'administration, c'est la troisième fois que le président a fait pareille déclaration en faveur de Taïwan, provoquant l'expression d'une position officielle des autorités chargées de la politique chinoise à la Maison-Blanche.

Ambassadeur Paul Arcelin.

On soulignera que la politique américaine dite d'« *Une seule Chine* », reconnaît que Taïwan fait partie de la Chine, tout en n'acceptant officiellement aucun droit de la Chine d'exercer son autorité sur les quelque 23 millions d'habitants de l'île, qui a été déclarée indépendante par Chiang Kai-shek, suite à sa défaite, en 1949, par les communistes, sous le commandement de Mao Tse-tung qui, à la Place Tiananmen, à Beijing, avait déclaré, le 1er octobre de cette même année, l'établissement de la République populaire de Chine. Et la politique d'appui militaire des États-Unis à Taïwan continue depuis

Ariel Lara, encore plus loin avec l'ambassadeur Paul Arcelin.

lors.

Il n'est que d'attendre les retombées de la campagne du président Biden consistant à présenter un front commun avec ses alliés de cette région, face aux visées hégémoniques de la Russie et de la Chine. Serait-on à la veille d'événements pouvant conduire à un nouvel ordre mondial ? Comme on le dit, la fin dira le reste.

S'agissant de l'Ukraine, la Russie a fini par avoir gain de cause à *Mariupol,* la semaine dernière, quand les derniers soldats ukrainiens et une bonne partie de la société civile, barricadés dans la vaste propriété de l'usine *Azovstal,* se sont rendus aux Russes ou ont laissé les lieux de leur propre gré. En tout cas, les Russes ont créé un corridor pour assurer leur avance dans la région de Donbas, dans l'est du pays.

La situation s'aggrave, selon le président ukrainien Volodymyr Zelensky qui, au cours d'un discours à la nation, lundi 23 mai, a avoué que « *les pertes sont énormes, . . . quelque 50 à 100 soldats* » ukrainiens sont tombés chaque jour, le week-end dernier. Il a même admis que la capitale Kiev est aussi menacée, car une semaine plus tôt, plus de 70 soldats ont péri suite à une attaque russe contre une base militaire non loin de la capitale.

À Santo Domingo, l'ex-ambassadeur Paul Arcelin monte au créneau

Dimanche dernier, 22 mai, Paul Arcelin, deux fois ambassadeur d'Haïti en République dominicaine, était l'invité d'Ariel Lara, animateur d'une émission télévisée sur Vision RDN ou, chaîne 26. Durant toute une heure, il a débattu de la situation actuelle du pays, en proie à « *la violence armée [qui] a atteint des niveaux inimaginables et intolérables* », citant Michelle Bachelet, Haut-Commissaire de l'ONU pour les droits humains qui, depuis Genève, Suisse, avait émis un communiqué le mardi, 17 mai, pour souligner que la situation est grave en Haïti, que cela ne peut plus continuer.

L'ambassadeur Arcelin rend responsable la « *communauté internationale* » de la situation, parce que c'est le CORE Group des ambassadeurs occidentaux, à Port-au-Prince, dit-il, qui dicte ce qu'il faut faire, ayant imposé au pays un Ariel Henry, qui reste indifférent, face à la misère du peuple haïtien, sous les assauts des gangs armés. Pourtant, il se dit profondément attristé par un accident survenu à un hôtel de la Havane, le 6 mai, occasionnant 43 décès et des dégâts matériels considérables. Pourtant, dit-il : « *les centaines de victimes des gangs chez nous ne l'émeut pas* », a renchéri l'ambassadeur.

Il n'a pas mâché ces mots en disant que l'insécurité, assombrissant l'avenir du pays, n'a pas de limites quand, « *même des fillettes sont violées par les gangs. Imaginez que ces gangs ont des contacts dominicains travaillant de concert avec eux !* ». Et l'international, répète-t-il, est « *responsable de ce chaos pour avoir admis le licenciement de l'Armée et de la Police rurale d'Haïti* », en janvier 1995, par Jean-Bertrand Aristide qui, pourtant, a été ramené au pays, le 15 octobre 1994, sous la protection de plus de 20 000 soldats américains. De toute façon, il faudra remobiliser l'Armée, soutient-il.

Pour le dossier relatif au mur du président dominicain Luis Abinader, en vue de protéger son pays contre une vague de migrants haïtiens et mettre en déroute les trafiquants de drogue, il a souligné que le président Abinader s'inspire de l'ex-président américain Donald Trump, qui n'avait rien réussi avec son mur destiné à séparer les États-

Suite en page 13

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 25 mai - 1er juin 2022.qxp_HO 5/25/22 3:49 AM Page 4

ATTAQUÉ EN JUSTICE PAR LE DR YVES JEAN-BART

Romain Molina lance une stratégie de défense

L'ex-président de la FIFA Sepp Blatter accusé : Bénéficiaire de « faveurs sexuelles » en Haïti

Suite de la page 1

nier. À l'opposé des accusations, insoutenables contre M. Jean-Bart, mais que l'organisation internationale de football avait pris pour argent contant, au point de le bannir à vie du football, en sus de déclarer forfait sur sa pension et lui imposer une forte amende, les dernières accusations de Molina n'ont pas l'écho de ses première révélations mensongères. Il semble que les organes de presse qui avaient accrédité ou donné hospitalité à ses fabulations se soient ravisés. Car les accusations portées contre M. Blatter sont publiées dans un organe de presse en ligne doublé d'un magazine à tirage et rayonnement limités, dont se font l'écho une poignée de publications en ligne haïtiennes.

En effet, l'organe de presse en ligne *Vant Bèf Info*, proche de l'ex-Premier ministre Laurent Lamothe, relayant un article de l'accusateur du Dr Jean-Bart, braque son projecteur sur l'ex-président de la FIFA, Sepp Blatter.

Citant ce document, publié le 19 mai 2022, dans le magazine en ligne et site internet *Josimarfootball.com*, *Vant Bèf Info* rapporte l'information attribuée au «*journaliste français d'investigation* » Romain Molina, un blogueur qui se présente sous ce titre, pourtant sans affiliation à aucun organe de presse connu. Dans ce dernier texte sur Sepp Blatter, Molina signe simplement en tant qu'auteur, *Josimarfootball.com* ne l'ayant pas introduit sous le titre offert par *Vant Bèf Info* ou quelque autre publication virtuelle d'Haïti.

Sepp Blatter accusé de bénéficier de « cadeaux sexuels »

Voici ce que rapporte *Vant Bèf Info*, au sujet de l'article de Molina sur l'ex-président retraité de la FIFA : « *Sepp Blatter a reçu et profité de cadeaux sexuels de la part du président de la Fédération haïtienne de football (FHF), Yves Jean-Bart. Ce, lors de son passage en Haïti* ». Et citant directement l'auteur de l'article ayant pour titre *Hell on earth* (L'enfer sur terre), le même organe en ligne écrit : « *Pendant près de deux décennies, les principaux responsables de la FHF ont construit un vaste réseau d'exploitation sexuelle au centre de Croix-des-Bouquets. Durant cette période, ils ont forcé des joueurs, joueuses, arbitres et employés (es) à coucher avec des officiels de la FIFA en mission en Haïti comme '' cadeaux sexuelles* ''».

Dr Martial Bénèche, un autre accusé de Romain Molina.

Plus loin, citant encore Molina, qui prétend avoir obtenu ses informations d' « *un membre de l'institution qui s'était confié à l'enquêteur, n'était pas le seul complice des abus sexuels de Dadou. Deux autres officiels dont le français Yvon Avry qui venait en aide aux responsables du Centre FIFA Goal ainsi que Ronald Gutierez, ancien directeur du développement d'arbitrage à la FIFA et des membres de la CONCACAF avaient reçu leur part de Dadou* ».

Voici une autre citation de Romain Molina faite par *Vant Bèf Info* : « *En 2013, lors d'une visite de Sepp Blatter en Haïti, une employée du Centre a été envoyée par Yves Jean-Bart à l'hôtel Oasis de Pétion-Ville où logeait le Suisse pour '' coucher avec lui '', selon une déclaration d'un membre de la FHF à Romain Molina* ».

En réalité, Sepp Blatter a effectué deux visites en Haïti, dans le cadre de ses attributions officielles, qui ont duré vingt-quatre heures ou moins. La première remonte à 2000, sous René Préval, avant l'élection d'Aristide, à qui il eut l'occasion de rendre visite. La deuxième eut lieu le 14 avril 2013. Lors de son dernier voyage, son vol arriva à Port-au-Prince, dans l'après-midi, entre 4 heures et 5 heures. Après avoir passé le reste du jour à rencontrer des officiels du football haïtien et les officiels de la FHF, il devait, demain matin, arriver au campus de la FHF, à Croix-des-Bouquets, à 8 heures a.m. (pour l'inauguration du local de la Fédération nouvellement reconstruit, après le tremblement de terre du 12 janvier 2010). Il allait repartir ce même jour, aux environs de 2 heures p.m., à la suite d'une visite au Palais national.

La crédibilité de Romain Molina mise à mal

Poursuivi en justice par le Dr Yves Jean-Bart, connu affectueusement sous le nom de Dadou, auprès du Tribunal arbitral du sport, à Lauzanne, en Suisse, Romain Molina a tout fait pour se dérober, car s'étant rendu délibérément introuvable par l'huissier, qui était chargé de lui signifier l'acte de comparution au tribunal. Au procès, le demandeur était présent avec ses témoins, tandis que le blogueur et la FIFA étaient absents. Les deux témoins de l'accusé interrogés n'ont pas su corroborer les faits allégués par le « *journaliste d'investigation* » Romain Molina, allant jusqu'à se disqualifier par leur incohérence. Contrairement à Yves Jean-Bart et ses témoins, qui ont répondu avec aplomb, aux questions qui leur ont été posées, les témoins mobilisés par Molina ont tout simplement cafouillé dans leurs réponses.

À coup sûr, les juges qui ont entendu la plainte de Jean-Bart contre Molina vont tenir aussi compte de l'attitude de ce dernier et celle de la FIFA, face aux demandes de preuves et l'identité des soi-disant témoins dont s'inspirent les accusations fantaisistes du blogueur français. Car, non seulement ce dernier évitait sciemment de recevoir l'huissier qui était chargé de lui notifier l'acte d'accusation, il avait gardé un silence total vis-à-vis des demandes relatives à ses présumés témoins qu'avait formulées le Dr Jean-Bart.

Il est curieux de voir Romain Molina lancer, de nouveau, des accusations dont il ne peut fournir les preuves, avant le verdict du Tribunal arbitral du sport (football), dans le cadre de son procès. En tout cas, ne pouvant prouver vrais les faits qu'il a véhiculés au sujet d'Yves Jean-Bart, il risque de se casser les dents sur Sepp Blatter. Son article au sujet de ce dernier a tout l'air d'une stratégie de défense, par rapport à la sentence contre lui attendue du Tribunal de Lauzanne.

Une visite sur le site internet *Josimarfootball.com* décrit ainsi cet organe de presse : Magazine indépendant et site web desservant la Norvège et le football international, en tant que sport, les phénomènes culturels et les affaires. Notre première édition avait atterri sur les kiosques en avril 2009.

Un bizarre journaliste d'investigation

Le cas de Romain Molina dépasse l'entendement. Son comportement dit le contraire de ce qu'il prétend être, ou que le qualifie l'organe de presse en ligne haïtien *Vant Bèf Info* : « *journaliste d'investigation* ». On n'a pas besoin d'être grand clerc pour comprendre qu'il s'agit d'un titre mal placé.

En effet, le journaliste dont le texte est basé sur une enquête rigoureuse ne se dérobe pas, face à l'obligation de prouver ses affirmations. Quand bien même,

Le blogueur français Romain Molina.

pour raisons de sécurité, il serait indiqué de protéger l'identité de ses sources, cela n'empêcherait pas d'établir l'intégrité des faits publiés, à la satisfaction d'une instance judiciaire. Car le vrai journaliste d'investigation a l'obligation de protéger ses références, sans pour autant bafouer les droits de l'accusé. Dans le cas de Dadou Jean-Bart, Molina se fait passer pour un « *dénigreur impénitent* ». Dès lors, il n'est nullement motivé par le souci de faire triompher la vérité et la justice, mais plutôt par réflexe de méchanceté et de mesquinerie. À la lumière de ses plus récentes interventions, cette fois, à l'organe de presse norvégien, de tels travers se confirment majestueusement.

Certes, si M. Molina était motivé par le souci de révéler ses prouesses journalistiques, en exposant les malfaisances des grands et puissants du football, il aurait, avant sa sortie contre le Dr. Jean-Bart, dénoncé les méfaits de Sepp Blatter. Ce qui lui aurait valu la réputation d'avoir « *démoli* » l'homme le plus puissant du monde du football, comparable à un véritable chef d'État, à côté de celui-là, un simple président d'une Fédération nationale.

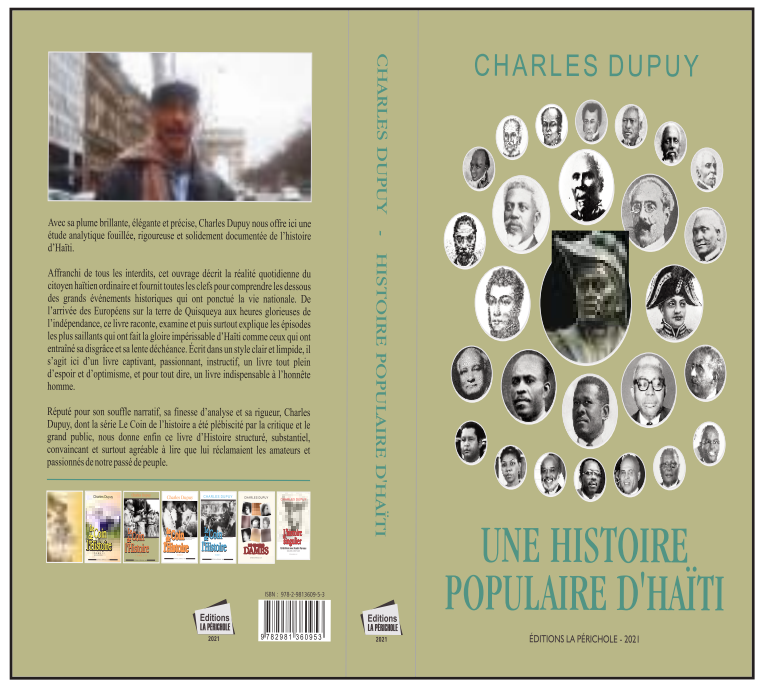
Ne s'attendant pas à ce que le scandale qu'a suscité son article concernant Yves Jean-Bart allait prendre cette allure, il s'est vite fait de mettre sur pied une stratégie de défense, en prévision du verdict le concernant par le Tribunal arbitral du sport. À l'instar d'une personne emportée par une rivière en crue, qui se noie, il essaie de s'accrocher à toutes les branches qui apparaissent. Voilà pourquoi il ajoute un autre médecin à la liste de ses victimes.

L'édition du 22 mai, d'un autre organe de presse haïtien, *Haïti standard.com*, cite aussi ce même article de Molina, faisant état du Dr Martial Bénèche, actuel directeur sanitaire de l'Ouest et médecin de la Sélection nationale de football, d'avoir facilité l'avortement d'une jeune fille de 15 ans.

Comme par le passé, Romain Molina dit que tous ces faits lui ont été révélés par des fonctionnaires et employés de la Fédération haïtienne de football, ainsi que par des joueuses et joueurs de l'Équipe nationale de foot, quand, selon lui, Dadou Jean-Bart était aux commandes de la FHF.

Drôle manière de fonctionner d'un prétendu journaliste d'investigation. Molina semble croire que sa stratégie consistant à citer des témoins anonymes et occultes s'est révélée payante. En attendant, bien sûr, la tombée de la décision du Tribunal arbitral du sport de Lauzanne et les conséquences qu'elle saura entraîner pour ce blogueur, apparemment dévoyé.

L.J.



Journal 25 mai - 1er juin 2022.qxp_HO 5/25/22 3:49 AM Page 5

METTANT FIN À SA CARRIÈRE MÉDICALE
Le Dr Kesler Dalmacy tire sa révérence

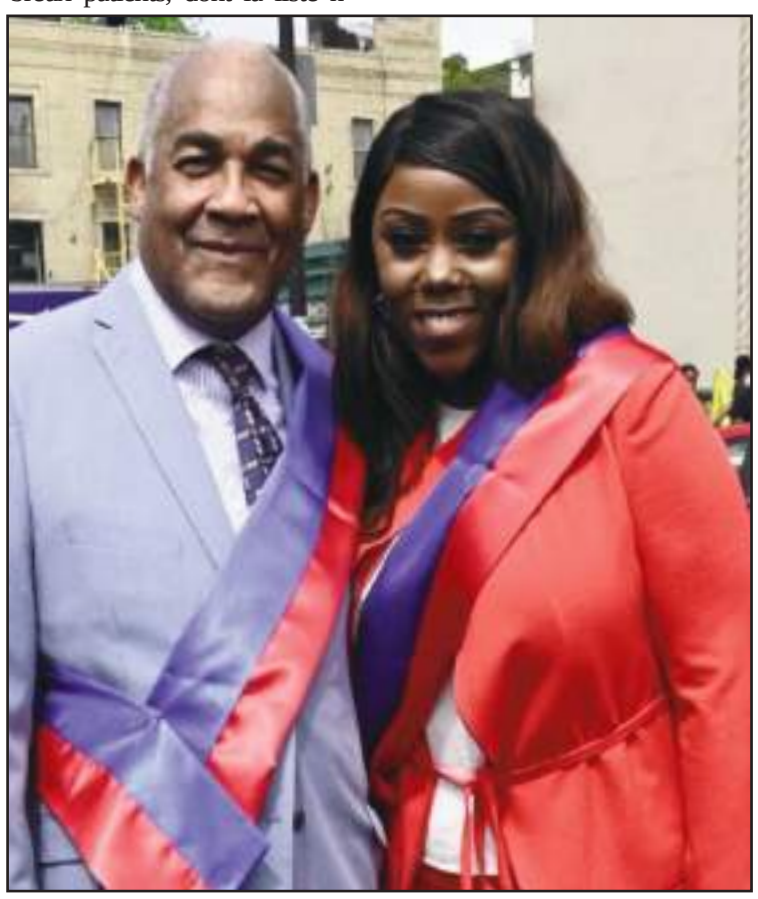
Suite de la page 1

de New York (surtout de Brooklyn où il a évolué pendant ces longues années).

En effet, médecin fraîchement diplômé, Dr Dalmacy a débuté sa carrière médicale aux environs de 1985, dans un cabinet exigu, à Brooklyn, à la suite d'études médicales couronnées de succès, qui l'accompagnent tout au long de sa profession, marquée notamment par le service de qualité offert à ses nombreux patients, dont la liste n'avait cessé de s'allonger. Une des caractéristiques de la vie professionnelle de ce médecin, qui est devenu une partie remarquable du décor médical haïtien, au sein de la communauté, est la compassion qu'il affiche quasiment en permanence. Point n'est besoin de signaler à quel point seront éprouvées les nombreuses familles qui dépendaient de ses services pour vivre en bonne santé, assurées que leurs besoins en matière de santé étaient comblés à souhait.

Dr. Dalmacy avec Mercedes Narcisse, du Conseil municipal de la ville de New York, représentant le 46e district, à Brooklyn.

Voilà donc pourquoi, durant de longues années, Dr. Dalmacy, appelé gentiment aussi « *Dr Dal* », par certains, sa réputation s'est également étendue aux autres communautés ethniques, lui conférant en même temps une reconnaissance certaine dans les média, tant haïtiens qu'étrangers, retenant aussi son impact sur la vie sociale et même politique des différentes instances politico-sociales.



Le Dr. Dalmacy et Farah Louis, conseillère municipale représentant le 45e district de Brooklyn.

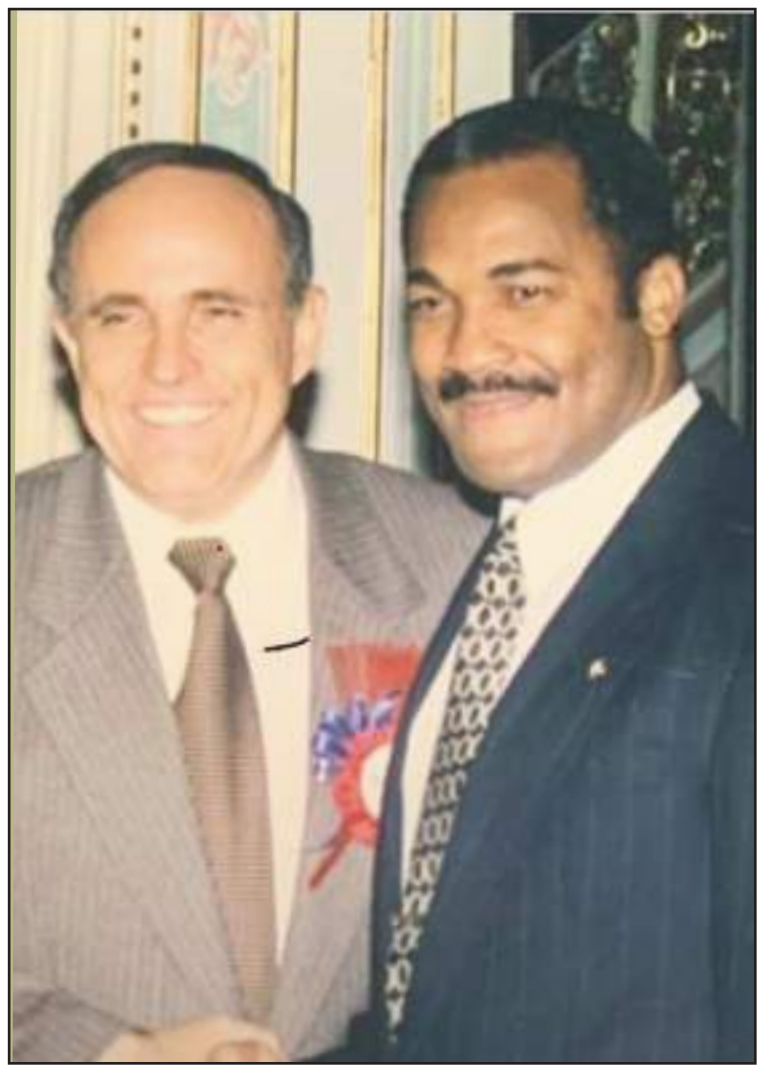
L'impact de son influence sur la communauté haïtienne n'a pas été sous-estimé, à tous les niveaux de la vie socio-politique, aux États-Unis, spécifiquement à New York, et plus particulièrement dans la ville de New York, singulièrement à Brooklyn. Aussi son nom s'est-il associé à presquet toutes les activités sociales et sportives se déroulant au sein de la communauté.

La réputation relative à l'engagement socio-politique et humanitaire de Dr Dalmacy, en diaspora, auxquelles il a toujours souscrit le font solliciter par des communautés haïtiennes d'autres états; et même en Haïti où, à l'occasion, il a financé des activités humanitaires, et même politiques.

Dans cet ordre d'idées, par son comportement social et la manière dont il a mené sa pratique médicale, Dr Dalmacy a contribué à changer la vie de nombreuses familles, surtout en Haïti, ayant bénéficié de ses apports financiers. Il fait montre d'une générosité légendaire, dans ce domaine, au point que ces familles, cela va de soi, lui vouent une reconnaissance éternelle.

Les intérêts qu'il porte à la vie politique et sociale, dans son milieu, n'a pas manqué d'attirer l'attention des uns et des autres, dans le monde politique. D'où les nombreuses sollicitations dont il a été l'objet. Aussi, certains femmes et hommes politiques, que ce soit au niveau fédéral, étatique et municipal, ont-ils fait appel à ses contributions, dans le cadre de leurs initiatives, par rapport à la communauté haïtienne en diaspora. En ce sens, il s'est retrouvé, en tant que participant à différents événements et fonctions, en compagnie de candidats, aussi bien que de fonctionnaires à des niveaux distincts. Ses influences socio-politiques l'ont aussi amené à faire partie de délégations internationales organisées, tant au niveau fédéral que dans le cadre de visites dans de nombreux pays, y compris la Russie, la Chine, Cuba et Vietnam, pour ne citer que ceux-là. En fait, on lui a même attribué le titre d' « d'*Ambassadeur de bonne volonté* ».

Nonobstant sa participation, à de nombreuses activités politiques et sociales, il ne manquait jamais à ses responsabilités vis-à-vis de ses patients, sans aucune considération de leur appartenances politiques ou sociales.



Dr Dalmacy avec l'ex-maire de New York Rudolph Giuliani.

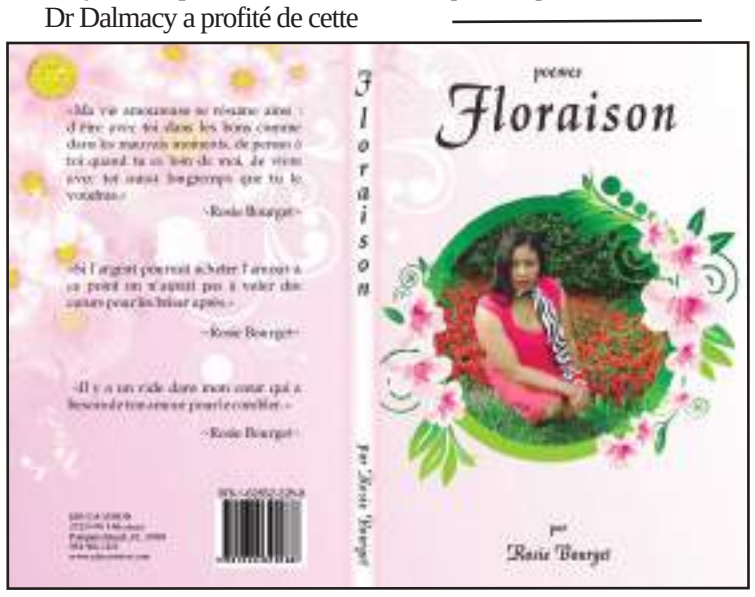
On pourrait dire que, institution humanitaire non déclarée, la clinique du Dr Dalmacy prodiguait des soins à des patients insolvables. Aussi bien qu'aux réfugiés se trouvant dans la catégorie des « *sans-papiers* » privés d'assurance santé

De toute évidence, on ne saurait tarir d'éloges sur ce médecin, un modèle dans sa vie sociale, ainsi que dans sa pratique professionnelle, dont l'objectif consiste à mettre ses atouts au service de ses semblables, en général, et ses concitoyens, en particulier.

Dr Dalmacy a profité de cette interview à *H-O* pour dire merci, à ses patients et à la communauté haïtienne qui, à son avis, lui ont donné l'opportunité de les servir. Officiellement retraité, à partir du 1er juin, il tire humblement sa révérence. Le moment est arrivé, dit-il, de passer le flambeau à la nouvelle génération.

Mais, il est opportun de poser la question de savoir, le Dr Dalmacy trouvera-t-il un vrai successeur parmi ceux appelés à continuer le travail qu'il a fait au cours d'une quarantaine d'années près ?

Tout en souhaitant bonne chance et bonne continuation à tous, il se dit joignable via ces cordonnées : Drkesler05@aol.com, par tous ceux qui souhaitent lui adresser une quelconque communication.



Journal 25 mai - 1er juin 2022.qxp_HO 5/25/22 3:49 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Voye dlo ! San mouye pèsonn, osnon tout mounn mouye !

Ane sa a Ayisyen toupatou fete mwa Me a youn fason mounn pa ka bliye. Vrèman depi lane 1998, lè yo te kòmanse rele mwa sa a «*Haiti Heritage Month* » pou lapremyè fwa, nan Boston, lane sa a Ayisyen lakay ak pitit Ayisyen bò isit, bò lòtbò, fè bagay, di bagay, ki pral fè mounn sonje se nan lane 2022 a Ayisyen te vin pran konsyans toutbon pou sa chanje. ***Nou pa kapab ankò ! Peyi a bouke ! Wi, fòk sa chanje!*** Lè nou wè gwo defile ki te fèt nan Okap Ayisyen (Cap-Haïtien) pou 18 Me a, kote se inisyativ prive ki te met lavil la kanpe, ak defile etidyan lekòl, tout grad ladan, ak inifòm ble e wouj sou yo, nou di sanble y ap kwape lapèrèz vre. Nou di Madan Marie Christie Étienne, nan « *Institut Sacré-Cœur* » Okap, mèsi pou youn travay ekstraòdinè pou tout gwo demonstrasyon sa yo.

Lè nou tande diskou Pè Tristan Jean-François (Jan Franswa) te fè devan tout otorite yo ki te debake nan Lakayè (Arcahaie) pou jou 18 Me a, jan yo toujou fè l chak ane, nou met men nan bouch. Paske monpè te pale byen klè, li pase pran yo tout, depi Premye Minis, ki pa fè travay li jansadwa, pase sou Minis Edikasyon, Minis Kilti, Politisyen tout koulè, vin fini sou gang ki met peyi a tèt anba ak gwo bacha ki fin piye peyi a al depoze lajan aletranje. Yo tout jwenn. M ap tounen sou sa pi devan.

Fenomèn Wyclef Jean ki reparèt sou nou

Sa k te pi frape m se sa m te wè nan Nouyòk la. Men Wyclef Jean (Wayklèf Jan), ki te disparèt depi youn bon bout tan, la nan *Times Square* ak drapo ble e wouj li byen deplwaye. *Taymz Skwè*, nan 42zièm ri ak 7èm Avni, se kè lavil la, epi se Klèf, ti non fanmi an ba li, k ap fè mèvèy ak drapo a, pou fè mounn konnen ke dat 18 Me a se manman mwa « ***Haitian Heritage Month*** » lan. Se kòmsi li t ap reviv sa l te fè nan lane 1997 lè l te vlope kò l nan drapo ble-e-wouj la lè l t ap resevwa « *Grammy Award* » la, gran onè pou travay li nan mizik ak gwoup *Fugees* (Refijye a). Se jou sa a jèn Ayisyen sitou te vin anbrase kilti peyi yo Ozetazini ak Kanada epi youn konmès drapo te kòmanse nan peyi isit ki vin gaye toupatou.

M ap raple nou ke se jou 18 Me sa a, nan lane 1803, ke dirijan, osnon lidè Ayisyen, tout koulè, tout grad, te sot nan diferan kwen peyi a, pou vin Lakayè (Arcahaie) pou fè tèt ansanm pou yo te ka batay anfòm kont Blan Franse ki te kenbe yo ann esklavay pandan plis pase 300 lane. Wi, se jou sa a drapo ble-e-wouj la te fèt. Epi nan *Voye dlo* pa mouye pèsonn, osnon tout mounn mouye a, men Wayklèf k ap di fòk politisyen sispann fè blòf ak pawòl ki make nan drapo a : ***« L'union fait la force! »***

Anplis de manifestasyon 18 Me nan *Times Square* Nouyòk la, Klèf mete youn video deyò menm jou a ke l rele ***"Voye dlo! »*** Piba m ap ban nou tout pawòl yo, paske msye pase pran tout sosyete a. Li montre ke se pa ni ayè, ni avanyè n ap fè tenten, jouk nou rive nan gwo tenten gang yo.

Li montre pouki rezon peyi a rive kote l ye a. Fò n konprann lè pa gen okenn fason pou w fè youn ti lavi, gen mounn ki pral

Wiklèf Jan

lage kò yo nan tout vye metye, nan vann kokayin, fè kidnaping. Poutan, sa p ap mennen nou pyès kote.

Lè a rive pou otorite nan peyi a konprann sitiyasyon an. Bagay yo grav anpil. Pandan yo t ap vòlò

Pè Tristan Jan-Franswa k ap pale.

youn vounm lajan peyi a, ki ta ka chanje sitiyasyon an, yo te kite pèp la nan soufrans. Kounnye a, fòk yo debouye yo tankou Mèt Jan-Jak, fè tou sa yo konnen, pou vin retabli sa k rele youn *« état de droit »*, pou pèmèt envestisman fèt nan peyi a. Se sèl fason pou kreye travay pou chanje sitiyasyon an, anplis de met bonjan sekirite.

Si se pa sa, n ap rete nan menm sitiyasyon nou ye a, paske Klèf di depi l piti sèl sa li konstate, ki vin tounen youn prensip, se itilize *« kiyè pou bwote dlo pou al plen gran lari –Weeeeey!»*. Mezanmi, sa pa posib ankò, fòk tentennad sa a sispann.

Mesaj Nelson Mandela a se youn gwo egzanp

Kòm mwen pa t wè l ap pèfòme depi kèk tan, mwen rele Klèf pou m mande l sa k fè l parèt ak video ***« Voye dlo »*** sa a? Men sa l di m : « *Mon nonk, video sa a baze sou sa Mandela te di m lè m t al wè l nan peyi Afrik di Sid nan lane 2007 la. Lè sa a, Jerry (Wonda) te avè m. Mwen te mande l kijan pou m ta santi m si apre youn ansasen fin fè kadejak sou ti sè m, menm touye l, pou m ta mande rankontre l. Sa m pral di l ?* »

Epi Mandela te reponn ni : « *Pwoblèm fas a pwoblèm kreye plis pwoblèm. Youn je pou youn je pa solisyone anyen. Gade nan youn miwa, w ap wè se ou k pwoblèm nan* ». Epi l te kontinye, li di: *« Se rekonsilyasyon ki solisyon an ! »*

Se sa k fè Mandela te chita ak Blan yo ki te mete l nan prizon pandan 25 lane, ki te pratike sistèm « *apartheid* » la (diskriminasyon ak separasyon ras yo) soti lane 1948 rive 1990, epi men se li menm ki vin kreye nouvo Eta Afrik di Sid la. Se li menm, Nelson Mandela, premye prezidan Nwa nan peyi sa a, ki te prete sèman nan dat 10 Me 1994, ki te di nan diskou l la : « *Lè a rive pou tout maleng geri !* »

Vwala ke nou nan youn lòt mwa Me, 32 lane apre sa Mandela te di a. Enben lè a ki rive pou Ayiti tou. Epi men se Wyclef Jean, youn atis ki te foure bouch li nan politik menm lè avè m, nan lane 2010, men ke Konsèy Elektoral Preval la te kwape, menmjan avè m, voye n al chita nan youn kwen, k ap raple nou fòk nou tounen nan bonjan « ***L'union [qui] fait la force !*** » Sèl fason pou nou chanje sitiyasyon an.

Men pawòl chante ki nan video « Voye dlo » a:

I can smell that gun powder,
«Sodo »
Nou parèt avèk « *Voodoo Drill la* », se Rara li ye!
Depi m piti n ap fè bagay sa
Pote zo, pran sa pou prensip o!
Pote dlo pa kiyè pou plen gran lari, Weeeeey!
Pote zo, pran sa pou prensip o!
Pote dlo pa kiyè pou plen gran lari, Weeeey!

Mwen genyen chen m, mwen ta rele l « Reteeeee! »
Mwen genyen lòt la, mwen ta rele l « Pa fè Twòp! »
Si l manje pen vwazinaj, pale m, m ap peye.

Refren

Kodak mwen « Blak Foto »
Youn jou m ap bilyonnè « Krypto »
Madanm mwen, Jeremi li soti,
E li konn tire tankou Guy Philippe
I don't care, I don't give a danm,
If you, ingrate, don't like me.

Pasteur Manchette, mwen vin Legliz ak mitrayèt
Mwen se Polis, mwen wè aswè a, mwen p ap wè demen
Mwen nan youn gang, depi m piti

Parad fèt drapo 2022 nan vil Okap.

se vyolans mwen konnen
Si w vin pou negosye, pinga w parèt san anyen
Mwen pa gen manman, mwen pèdi l nan Goudougoudou
Chwa pa m mwen pito sou youn plaj ak youn bèl marabou
Kouzen m gen youn ti sè, yo fè kadejak sou li
Yo di l pou li priye, li di li pa kwè nan Jezi – Alelouya !
Li di Rutshelle Guillaume si te gen Bondye sa pa ta pase
Bondye tande priyè l, kounnye a, mechan an nan lanfè
L ap boule nan dife !

Depi yo vle voye blòf yo di *« L'Union fait la force! »*
Yo te touye Dessalines 17 Oktòb,
Wyclef te fèt 17 Oktòb,
Mèsi, manman !

Tounen nan refren

Mwen se Lame, yo dezame m
Se pi bon zanmi m ki fè kidnape m
Sèl lè nou selebre Nwèl
Se lè kokayin nan tonbe
Ou mèt jije m si w vle
Se sèl jan, wi se sèl jan
Mwen ka bay pitit mwen manje!
E nan « Kadilak » la mwen te ba w youn *ring*
Mwen te pwomèt ou nou te pral « *Beijing* »
E Doub 6 pa enposib
Lè mwen kole zo se « Domino »

Mwen sot Punta Cana al Labadie
Men l pa pi bèl pase zil Latòti
Mwen ta pito investi nan peyi m
Rele Kanye West di l ann fè w « *deal* »
Men fòk kidnaping nan sispann
Pou lapè ka tabli nan peyi a, se verite !
Pou peyi a debloke
Pou envestisman ka rantreeeeee !

Tounen nan refren

Eddy François, Gran Black, sa k ap fèt ?
Men Wyclef !
If you've never been to Haiti
This is what we sound like, sound like,
sound like, sound like, sound like!
. . .
Voye dlo ! . . .

Kounnye a ke m ban nou pawòl yo ki nan chante a, nou ka tande prezantasyon an ak mizik sou *YouTube*. Ale nan *Google*, mete « *YouTube, Wyclef Jean, Voye Dlo* ». Pou fanatik Rap yo, se sa nèt. Asireman, y ap konprann mesaj la. Yo ka menm pran danse !

Epi se nan Lakayè, jou 18 Me a, youn prèt pale byen klè

Kòm nou konnen, chak 18 Me, gwo otorite ann Ayiti toujou debake nan Lakayè, kote drapo a te fèt nan dat sa a nan lane 1803, gen 219 lane de sa. Nou pa konn ki negosyasyon ki te fèt ant otorite yo ak gang yo, men pa t gen okenn anpechman pou otorite yo te rive Lakayè. Seremoni yo te fèt kòm alodinè. Men se ***Pè Tristan Jean François*** ki te pale youn fason ki ban nou lespwa pou lavni peyi a. Paske, san krentif, li pale byen klè de sitiyasyon peyi a, e kijan pou otorite yo pran responsablite yo pou sa chanje. Paske peyi a bouke, mounn yo pa kapab ankò. Tande l:

« *Premye mo ke m ta renmen plase se pou Premye mMinis Aryèl Anri : Monsieur le Premier ministre, mwen ta renmen di w jodi a, qu'on le veille ou non, kèlkeswa jan sa ye, kèlkeswa tou sa yo kapab di, vous êtes le Premier ministre de la République, et vous avez de grandes responsabilités, la responsabilité de met tout pitit peyi a ansanm pou n ta jwenn fason fikse pa rapò de sitiyasyon ke n ap viv jodi a.*

« *Mwen vle di w, ke mwen sûr et certain, nan laj ke w ye la a, vous n'avez rien à perdre, ou pa gen okenn enterè w ap defann. Mwen pa kwè a nivo kote w rive a, ak nivo konpetans ou, m pa kwè ou bezwen rich. Sèl sa ou ta ka bezwen kòm onè se si w ta rive mete tout pitit peyi a chita ansanm pou w jwenn youn solisyon avèk pwoblèm peyi a. E m sûr et certain,*

Ale nan paj 14

Journal 25 mai - 1er juin 2022.qxp_HO 5/25/22 3:49 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

not of great importance. Apparently, this is about to change with the publication online Friday, May 20, of a *New York Times* story that has gone viral. Moreover, a version appearing on front page Sunday, May 22, under the title ***"Ransom,"*** with a special section of 16 pages, confirms that the Haiti story can no longer be swept under the rug.

The original ***"Ransom"*** story, accompanying another entitled ***"The Root of Haiti's Misery: Reparations to Enslavers,"*** that one under the byline of Federico Rios for *The New York Times*, is an expansive spread over several pages, with much detail gleaned from a team of 16 researchers in at least five countries in three continents, who had been working on the project for about a year, according to a source. They will be acknowledged at the conclusion of this short review.

As it is, all bases are covered, giving the story a sense of finality concerning how the impoverishment of Haiti was undertaken, mainly by France and the United States, both enriching themselves at the expense of Haiti's poverty-stricken masses. It's not a pretty picture for these modern-day paragons of democracy.

In reading the stories, which have been translated into French and Creole, the two official languages of Haiti, one is mesmerized, angry at the same time, by the fact that Haitians are the only victors in a war to pay billions of dollars in reparations to the slave masters they had defeated on the battlefield, reparations that continued to be paid for more than a century to the heirs of their tormentors.

And there was no way to escape the debilitating punishment, whatnot with the real threat of an armada sent to obliterate the new nation, as happened in 1825, when Haitian President Jean-Pierre Boyer, under duress, signed that Haiti owed France 150 million francs, reduced to $90 million, equivalent to about $21 billion in today's dollars. That debt included the loss of slaves on whose backs France and others led an opulent lifestyle. For, Haiti was by far the richest colony of France. A slogan about a French colonist tells it all. In Paris, they used to say *"As wealthy as a colonist from St. Domingue!"* That was the name of the Western third of the island of Haiti under French rule.

Certainly, *The New York Times* is not making a new revelation, but with its well-researched article, it is bringing the issue to a level unknown before. In school in Haiti, youngsters used to learn from an early age about the burden of the double date on Haiti. In the 1940s, under President Dumarsais Estimé, even I, in elementary school, contributed my quarters in the campaign of *"Payons les 5 million."* (Let's pay the $5 million, the last payment of the debt in 1947.)

***Capitalist slave-masters acting as pirates of the sea**

Concerning the act of French piracy when it imposed the reparations edict on Haiti, one reads the following in Google: *"It was extortion. With the threat of violence looming, on July 11, 1825, Boyer signed the fatal document, which stated, 'The present inhabitants of the French part of St. Domingue shall pay . . . in five equal installments . . . the sum of 150,000, 000 francs, destined to indemnify the former colonists."*

King Ch arles X of France imposed a ransom of Haiti.

The perfidy of the United States in joining their French ally in impoverishing Haiti is also clearly shown. For example, soon after Haiti declared its independence on January 1st, 1804, the new American nation acquiesced to the French desire and demand, expressed in a communication by Charles Maurice Périgord, Bonaparte's foreign affairs minister. He had asked for *"severe measures to prevent all sorts of communication between a civilized nation and savage people who, through their ferocious manners, barbarians no less, are strange to the system of civilization."* Thus was an embargo against Haiti declared by the U.S.

Also, when King Charles X dispatched his armada to Haiti to impose reparations for property loss, including slaves, in 1825, the U.S. fully supported him. More than that, the U.S. exercised its own gunboat diplomacy when, at the request of some bigwigs in Wall Street, Marines were dispatched to Haiti in December 1914 to grab the gold reserves of the country from the National Bank. It was an amount of $500,000, used in part to set up trading at Wall Street in New York, the precursor of the Dow Jones and other stock trading platforms. The name of Citibank of New York, founded in 1812, precursor of the current Citibank, appears prominently in the Haiti heist.

By 1915, the U.S., under the guise of "restoring order and maintain political and economic stability," President Woodrow Wilson, dispatched the Marines to Haiti where they would stay until 1934, controlling the economy, overworking the citizens that were treated as slaves in building roads and whatnot. The Americans even rewrote the country's original constitution to allow foreigners to own land, unlike the original constitution which barred this. In other words, for 19 years, the Americans were the sole masters and acted as such, impoverishing the country while enriching themselves at the expense of the masses. All that is corroborated by research and now in print that has gone viral.

Jean-Bertrand Aristide, a flawed hero

We couldn't conclude this brief review of the all-encompassing New York Times article without mentioning an individual who emerges as an aggrieved hero, an information that has be turned into a campaign on social media, mainly in postings in Creole. Former President Jean-Bertrand Aristide, who had publicly called, in 2003, for France to pay reparations to Haiti for money extorted from the country over 122 years, was deposed and exiled, on February 29, 2004. Much is being said now about his "kidnapping" back then.

I will not dwell on the new pro-Aristide campaign, but I'll point out what I wrote about his kidnapping, as that appears in my book, ***For Whom the Dogs Spy . . .*** (January 2015). Read on: *"I wrote a column, March 12, 2004, in the New York Sun where I mentioned the complicity of President Aristide in his alleged kidnapping. Three weeks before his 'kidnapping,' his in-laws landed in Miami. They had a house in the Sunshine State. On the Wednesday prior to the 'kidnapping,' the two underage daughters of the Aristide couple, together with their French nanny, left Port-au-Prince with a one-way ticket to Miami to join their grandparents who had ample time to prepare their nest."*

Now for the actual "kidnapping," read this: *"Then in the wee hours of February 29, a well-dressed President Aristide and his wife Mildred Trouillot arrived at the Port-au-Prince airport aboard a vehicle of the US Embassy in the company of the US Chargé d'Affaires Luis Moreno. Several suitcases were loaded on the US Air Force jet idling on the tarmac. The couple boarded for an unknown destination, which happened to be Bangui, the capital of the Central African Republic. That was courtesy of the French government which had coaxed the leadership of its former colony to receive, if momentarily, the eminent visitors. So, I contend if there was a kidnapping, President Aristide was complicit in the elaborate plot."*

Jean-Bertrand Aristide suggested that France pay Haiti back, but he became part of a Ponzi scheme that defrauded thousands of Haitians of their life savings.

Aristide, architect of a Ponzi game, resurfacing at the wrong time

I cannot conclude without mentioning that the new campaign to relaunch the hero Aristide, unfortunately, comes at an inappropriate time. His ***"Cooperatives"*** Ponzi game of the 1990s is being resurrected as the Ponzi game of Eddy Alexandre is major news in New York. He was arrested May 12 and imprisoned, awaiting trial, on a fraudulent case of $59 million extorted from get-rich quickly investors that had rushed, from September 2021 to the first week of May, to invest to cash in on the 5% return on investment weekly promised. Some have collected millions, but most have lost many more millions.

Now those who lost millions in the so-called ***"Poor Man's capitalism"*** venture of Aristide wonder whether they should not undertake action to get reparations from the former president, now a multimillionaire, who has built his own university, though never explaining where he got his millions on an annual presidential salary of $100,000. Neither has he publicly protested about Google including him among Haitian multimillionaires, even putting his fortune at $800 million. Not bad for the former poor priest of Saint Jean Bosco, arguably, the poorest parish in Port-au-Prince!

Closing up, I'll note those that are mentioned as researchers for the New York Times article, while also acknowledging that others, especially historians, complain in postings on social media that they were not properly credited for their contributions. Anyway, here are those mentioned by *The New York Times:* Charles Archin, Harold Isaac and Ricardo Lambert from Port-au-Prince; Daphné Anglès, Claire Khelfaoui and Oliver Riskin-Kutz from Paris; David Foulk from Mont-de-Marsan, France; Hurtes and Milan Schreuer from Brussels; Allison Hannaford from North Bay, Ontario; and Kristen Bayrakdarian from New York. Photo and video editing is the work of Craig Allen, while production credit goes to Rumsey Taylor, with additional production by Gray Beltran, and the map by Scott Reinhard.

***A victory in Miami: Martelly blocked from performing at Music Festival in Little Haiti**

Former Haitian President Michel/Michael Joseph Martelly was blocked at the last minute from participating at a Flag Day event last Saturday night, May 21, at the Little Haiti Cultural Complex in Miami.

Miami's authorities acted in response to an outcry from Haitian community leaders, echoing the community at large that demanded more than that: **"Declare Martelly persona non grata in Miami."**

Anyway, they got what they wanted when a Miami Police Department spokesperson told The Miami Herald, a permit for the ***"Best of Haiti Music Fest"*** event wouldn't be issued. "If Mr. Martelly is scheduled to perform," the spokesperson is quoted to have said, "based on a risk assessment and in the interest of public safety, Chief [Manny] Morales will revoke the event permit." And Martelly, a foul-mouthed artist was yanked off the program.

That Martelly was banned from the Miami event is significant because both him and members of his family, including his musician sons, are residents of Florida. The anti-Martelly action in Miami follows similar ones in Montreal and New York.

In March 2019, a concert featuring the performer known by his nickname "Sweet Micky" was cancelled at the last minute, due to protests by the Haitian community in Montreal that denounced him, not only for his misogyny but also for corruption and for being part of the team that has caused Haiti's downfall. He didn't call himself "Legal Bandit" for nothing, for his example has been followed by the gangs that he had set up early after his inauguration in 2011, with the

Continued on page 14

Journal 25 mai - 1er juin 2022.qxp_HO 5/25/22 3:49 AM Page 8

Journal 25 mai - 1er juin 2022.qxp_HO 5/25/22 3:49 AM Page 9

Journal 25 mai - 1er juin 2022.qxp_HO 5/25/22 3:49 AM Page 10

ÉDITORIAL

La violence des gangs atteint des niveaux impensables, l'ONU concernées

En Haïti, les forces de l'ordre et les gangs armés ont changé de rôle. Les premiers ont perdu le monopole de la violence, droit conféré par la Constitution, se laissant évincer par les derniers profitant du laxisme et de la connivence des dirigeants pour s'imposer. La Police nationale et l'Armée embryonnaire, vestige des Forces armées d'Haïti (FAd'H), laissent le champ libre aux criminels faisant la pluie et le beau temps. Haïti est devenu le pays où se prolifèrent les crimes, notamment les assassinats, les braquages, les vols à main armée, le viol et tous les actes assimilés au crime. Mais les kidnappings les surpassent tous. Si bien que l'insécurité, devenue omniprésente, à l'échelle nationale, a atteint des niveaux impensables. C'est le cri d'alarme que vient de lancer Michelle Bachelet,Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits humains.

Cité dans un communiqué daté le mardi 17 mai 2022, l'ex-présidente du Chili (à deux reprises), avant d'être nommée à cette fonction, fait ces déclarations : « *Du 24 avril au 16 mai, au moins 92 personnes non affiliées à des gangs et quelque 96 personnes présumées membres de gangs auraient été tuées lors d'attaques armées coordonnées à Port-au-Prince* ». Mme Bachelet enchaîne, dans le même document : « *Selon des chiffres corroborés par les officiels des Nations unies, 113 autres personnes ont été blessées, 12 autres ont été portées disparues et 49 autres ont été enlevées contre rançon* ».

Et l'officiel des droits humains de l'organisme mondial d'ajouter : « *Des violences extrêmes ont été signalées, notamment des décapitations, des mutilations et des corps incendiés, ainsi que l'assassinat de mineurs accusés d'être informateurs d'un gang rival* ».

Auparavant, Helen Meagher La Lime, chef du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) et représente spéciale du secrétaire général au pays, avait fait état de ces mêmes préoccupations. De même que d'autres diplomates, notamment des membres du CORE Group (représentants de pays dits amis d'Haïti), avaient, de leur côté, attiré l'attention sur l'insécurité battant son plein dans le pays.

Il y a à peine deux semaines, une autre agence de l'ONU, en l'occurrence Fonds des Nations Unies pour l'enfance (sigle en français UNICEF), avait lancé l'alerte, par rapport à l'insécurité, attirant l'attention sur des centaines de milliers d'enfants ne pouvant plus fréquenter l'école, à cause de la violence des gangs armés empêchant le fonctionnement normal des établissements scolaires.

En ce sens, cette même institution a souligné que « *500 000 enfants* » n'ont plus accès à l'éducation, ajoutant que «*1 700 établissements scolaires ont dû fermer leurs portes* », à cause de la violence des gangs. Aussi, l'UNICEF a-t-il conclu : « *En Haïti, l'avenir des enfants est menacé par les gangs. L'insécurité prive des milliers d'enfants de leur éducation. De nombreuses écoles de la capitale restent vides, en raison de la violence des gangs — fermées ou inaccessibles* ».

De toute évidence, le phénomène de l'insécurité, dont se lamente, aujourd'hui, des responsables de l'ONU faisait l'objet des préoccupations de nos citoyens depuis déjà plusieurs années.

En effet, la presse haïtienne locale et celle basée à l'étranger, ne cessaient de se faire l'écho des braquages, vols à main armée, assassinats et d'autres crimes dont étaient victimes les citoyens. De tels événements, qui se produisaient timidement, au départ, en raison de la vigilance qu'affichait la Police, arrivaient progressivement plus souvent, au fur et à mesure que les forces de l'ordre étaient mises en situation d'infériorité, en termes d'équipements sophistiqués, de munitions et de moyens de se ravitailler.

Au cours des dix dernières années, des cargaisons d'armes et de munitions sont arrivées clandestinement dans les installations douanières d'Haïti. De Port-au-Prince, à Cap-Haïtien (Nord), en passant par Saint-Marc et Gonaïves (Artibonite), et même, parfois, par Miragoâne (Nippes), ces engins mortels arrivaient presque sans inhibition en Haïti. Jusqu'à preuve du contraire, les dirigeants du pays, au plus haut niveau, en sus de ceux aux commandes des douanes, étaient partie prenante de cette entreprise criminelle. Si d'aventure des lanceurs d'alerte dénoncent l'arrivée clandestine d'armes introduites illégalement dans le pays, aucune suite n'est donnée à ces affaires, et les propriétaires finissent par disparaître dans la nature. Les hauts fonctionnaires de l'Administration des Douanes (AGD), dans de tels cas, autorisent le contournement du processus d'enregistrement de ces cargaisons, favorisant leurs livraisons, sans encombre, aux importateurs. Cette pratique laisse le champ libre au trafic illégal d'armes et de munitions, mettant les gangs armés proches du pouvoir en mesure de s'armer librement et de construire leurs arsenaux, au détriment de la Police nationale. Car, plus les criminels augmentent leur force de frappe, moins les autorités étatiques pourvoient la PNH en armes et équipements, dont elle a cruellement besoin. L'ONU n'ignore pas, pourtant, la gravité de cette situation qui prévaut, aux Douanes haïtiennes, pour avoir eu, elle aussi, un container détourné, avant d'en avoir pris livraison.

Point n'est besoin de rappeler qu'il n'existe « *pas de génération spontanée*». La construction des gangs armés est donc l'aboutissement d'un processus délibérément mis en place dont il faut expliquer la genèse. À l'instar de l'article fleuve du quotidien américain *The New York Times* traçant l'origine de la pauvreté d'Haïti, mettant en évidence l'intime collaboration entre la France et les États-Unis d'Amérique.

En tant que bras armé de la communauté internationale, dirigée par les grandes puissances (États-Unis, France, Angleterre, Chine et Russie ayant droit de véto au Conseil de sécurité et les autres qui jouissant d'une certaine influence, en raison de leurs populations et de leurs richesses), l'ONU a eu pour mission, avec l'assentiment agissant du président Jean-Bertrand Aristide, de démanteler les Forces armées d'Haïti (FAdH) et d'aider à la remplacer par la Police nationale d'Haïti (PNH). L'Organisme international a pour mission d'exécuter et de superviser les différentes étapes de ce projet. Le nom de cette mission a changé à l'occasion de chaque renouvellement de son mandat.

Dans leurs interventions sur l'insécurité en général et la violence des gangs armés, en particulier, les différentes entités de l'ONU, dont celle de Michelle Bachelet est la dernière en date, attirent l'attention du monde sur ce danger, omettant d'en présenter la genèse. Il semble qu'elles évitent de s'y aventurer, par souci d'éviter de mettre au banc des accusés l'institution dont elles font partie.

En effet, à la barbe des différentes composantes de l'ONU déployées en Haïti, premiers témoins de la mise en place de la PNH, Aristide a créé ses «*organisations populaires* » à qui était confiée l'exécution de ses sales besognes : assassinats de ses ennemis politiques et perpétration d'actes de terreur sur d'autres, dans un premier temps. Dans un second temps, au fur et à mesure de l'augmentation de l'effectif de la Police, Aristide y embrigadait ses affidés, sans qu'ils soient soumis aux rigueurs des procédures requises pour leur admission, encore avec les représentants de l'ONU présents. De telle sorte que, à l'intérieur de la PNH, le prêtre défroqué avait déployé sa petite armée de criminels, à qui était confiée la tâche d'assassiner, même en plein jour, des citoyens qu'il prenait pour des opposants. La liste comprend les victimes suivantes : Claude Bernard Lauture, Mireille Durocher-Bertin, Eugène Baillergeau jr, les journalistes Jean Léopold Dominique, Brignol Lindor et Jacques Roche, le pasteur Antoine Leroy, le sénateur Yvon Toussaint, le général Max Mayard, le Dr Harry Bordes, l'homme d'affaires Michel Gonzales, Jacques Florival, la policière Christine Charles-Jeune, Dr Jimmy Lalane, Jean-Claude Louissaint, etc. Si l'assassin de M. Lauture a été poursuivi en justice en France, les autres tueurs courent encore; ou bien ont réussi de s'échapper, ayant quitté discrètement le pays.

Les interventions dans lesquelles des représentants de l'ONU tirent la sonnette d'alarme sur l'insécurité et la violence des gangs armés battant leur plein, sur tout le territoire national haïtien, ont l'allure de « *pleurs de crocodile* », tant que les représentants de l'ONU persistent à omettre de dire toute la vérité sur l'origine du processus ayant créé les gangs armés, ou de le maquiller.

Comme l'a si bien dit le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits humains, *« la violence armée a atteint des niveaux inimaginables et intolérables en Haïti »*. Il reste à dénoncer avec force la conspiration criminelle ourdie contre le peuple haïtien par une communauté internationale, qui prétendait promouvoir la démocratie, au profit de la nation, en sus de créer les conditions du renouveau politico-social, et jeter les bases du développement durable. À coup sûr, l'hypocrisie a ses limites!

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Journal 25 mai - 1er juin 2022.qxp_HO 5/25/22 3:49 AM Page 11

EDITORIAL

With Gang violence reaching unthinkable levels, UN shows concern

In Haiti, agents of law enforcement and armed gangs have changed roles. The former have lost their monopoly on violence, a right conferred by the Constitution, and have been ousted by the latter, who take advantage of the laxity and connivance of those in leadership positions to impose their will. The Haitian National Police (French acronym PNH) and the embryonic Army, remnants of Haiti's Armed Forces (French acronym FAd'H) have left the field open to the criminals who are having a field day. Haiti has become infamous for proliferation of all sorts of crimes, including assassinations, robberies, armed robberies, rape, and other similar crimes. However, kidnappings, by far, outnumber them all. So much so, that insecurity, ever omnipresent, has reached unthinkable levels on a national scale. Thus, the cry of alarm from Michelle Bachelet, United Nations High Commissioner for Human Rights.

In a press release, dated Tuesday, May 17, 2022, the former president of Chile (twice), before being appointed to this position, stated the following: *"From April 24 to May 16, at least 92 people not affiliated with gangs and some 96 people presumed to be gang members were killed in coordinated armed attacks in Port-au-Prince."* She added: *"According to figures corroborated by UN officials, additionally 113 people were injured, 12 others reported missing and 49 kidnapped for ransom."*

The high official of human rights continues with a litany of wrongdoing in these terms: *"Extreme violence has been reported, including beheadings, mutilation and burning of bodies, as well as the killing of minors accused of being informers for a rival gang."*

Earlier, Helen Meagher La Lime, head of the United Nations Integrated Office in Haiti (UNIHRO and BINUH by its French acronym) also special representative of the UN's Secretary General in the country, had raised the same concerns. Other diplomats, including members of the CORE Group of Western ambassadors in Port-au-Prince, representatives of so-called "friendly countries of Haiti," had also drawn attention to the unbridled insecurity in the country.

Just two weeks ago, another UN agency, the United Nations Children's Fund (UNICEF), warned that hundreds of thousands of children could no longer attend school because of the violence of armed gangs preventing the normal functioning of schools.

Moreover, UNICEF stressed that *"500,000 children"* no longer have access to education, adding that *"1,700 schools have had to close their doors"* because of gang violence. In addition, that UN agency concluded: *"In Haiti, the future of children is threatened by gangs. Insecurity is depriving thousands of children of their education. Many schools in the capital remain empty due to gang violence. They're either closed or are inaccessible."*

Frankly, the phenomenon of insecurity, now alarming some officials, has been of great concern for our citizens for several years. Indeed, the local Haitian press, as well as Haitian organs abroad have constantly blared the news about robberies, including armed robberies, assassinations and other crimes of which the citizens have been victimized. The assaults began timidly, due to the vigilance of the police. Gradually, they became more frequent, as the police were outgunned by the criminals who had more sophisticated equipment, plenty ammunition, and means of replenishment.

Over the past decade, shipments of arms and ammunition have been smuggled into Haiti via customs facilities. From Port-au-Prince to Cap-Haïtien, in the north, through Saint-Marc and Gonaïves in north central Haiti, called the Artibonite region, through Miragoâne, the Nippes department in the south, the deadly devices arrived in Haiti without any inhibition. Until proven otherwise, one must assume that the leadership of the country at the highest level, in addition to those in charge of Customs, were part of this criminal enterprise. Whistleblowers have denounced the clandestine and illegal traffic of weapons flooding the country! But no action is ever taken, and the owners of the shipments always disappear in thin air.

Regarding such cases, senior officials at the Customs Administration (AGD) allow bypassing the registration process of these shipments, thereby facilitating their quick and smooth delivery to their importers. Of course, such practice leaves the field open to illegal trafficking of weapons and ammunition, allowing the gangs allied to the government to equip themselves freely. Thus, have they built their arsenals, to the detriment of the PNH. The more the criminals increase their strike force, the less the state authorities provide the PNH the weapons and equipment so desperately needed. The UN must be aware of the seriousness of the situation that prevails at the Haitian Customs. One of its containers of weapons was diverted before it was finally retrieved.

There's "no spontaneous generation," as the saying goes. In that light, the set-up of the armed gangs was a deliberate process, the genesis of which must be explained. Just like the recent article in the authoritative *The New York Times* that has traced the origin of Haiti's poverty, highlighting the close collaboration between France and the United States in the impoverishment of the country!

Let's be clear about this, the United Nations is the armed unit of the international community, beholden to the great powers (United States, France, England, China and Russia) that have veto power in the Security Council, as well as relying on other member states with some influence, due to the size of their populations and wealth. Thus, the international community, through the leading International Organization bears some responsibility for having consented when President Jean-Bertrand Aristide decided to dismantle Haiti's Armed Forces and helped in replacing it with the Haitian National Police. The International Organization was responsible for executing and overseeing the various stages of that project, during almost three decades, through the various missions that kept changing their names, as their mandates had to be renewed.

In their interventions about insecurity, in general, and about armed gang violence, in particular, the different UN entities have omitted to address their genesis. In the most recent intervention of Michelle Bachelet drawing world attention to the danger of gang violence in Haiti, nothing is said about how that started. It seems that those different entities purposely avoid getting into that subject, out of concern, and avoiding any criticism of the institution.

In fact, it was under the glare the various UN missions deployed in Haiti that things happened. They were the first witnesses of the establishment of the PNH, while Aristide created his "popular organizations" to which was entrusted the execution of his dirty deeds: assassination of his political enemies and the perpetration of acts of terror against others, in the first instance. In a second phase, there was the infiltration of the PNH. As the number of police officers increased, Aristide recruited his supporters, without subjecting them to rigorous vetting procedures required for their admission. All this, under supervision of the UN representatives. That's how the defrocked priest deployed his small army of criminals within the ranks of the PNH. Some "officials" criminals were entrusted the task of assassinating, even in broad daylight, citizens that the Boss considered as opponents. We'll cite the following victims: Claude Bernard Lauture, Mireille Durocher-Bertin, Eugène Baillergeau, Jr., journalists Jean Léopold Dominique, Brignol Lindor and Jacques Roche, Pastor Antoine Leroy, Senator Yvon Toussaint, General Max Mayard, Dr. Harry Bordes, businessman Michel Gonzales, Jacques Florival, policewoman Christine Charles-Jeune, Dr. Jimmy Lalane, Jean-Claude Louissaint, and more. If the murderer of M. Lauture was put on trial in France, all the other assassins are still free, some having quietly escaped from the country.

Sounding the alarm by UN representatives on the insecurity and violence of armed gangs in full swing throughout Haiti appears to us as "crocodile tears", as long as the UN representatives persist in not telling the whole truth about the origin of the process by which the armed gangs were created. There's no escaping their responsibility in the matter!

As the UN High Commissioner for Human Rights has aptly put it, *"armed gang violence has reached unthinkable and intolerable levels in Haiti."* Still to be strongly denounced is the criminal conspiracy hatched against the Haitian people by an international community which claimed to be promoting democracy for the benefit of the nation and creating the conditions for political and social renewal, while laying the foundations for sustainable development. Certainly, hypocrisy has its limits!

HAITI OBSERVATEUR

Haiti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Journal 25 mai - 1er juin 2022.qxp_HO 5/25/22 3:49 AM Page 12

Sports

Suite de la page 16

uvent faire beaucoup plus de bien que de mal. Elles sont l'expression de la déchéance du football, et symbolisent l'échec cuisant de la structure de normalisation de la FIFA qui, depuis sa prise de fonction, fait fausse route. La déroute du Comité de normalisation s'explique par de multiples décisions irréfléchies qu'il a prises, lesquelles ont causé une rupture fatale de nos sélections de jeunes, atomisé la Sélection masculine senior, fragilisé les rapports entre les clubs et provoqué l'abandon et la perdition d'un nombre important de nos jeunes, footballeurs et footballeuses. Le Comité a, paradoxalement, mis un terme au football local, à l'arrêt sans date de reprise, depuis juin 2021. Curieusement, malgré le fiasco de la structure de normalisation, nombreux sont les dirigeants de clubs qui sont dans l'indifférence, par rapport à la situation du football haïtien. Ils ne font rien pour forcer les responsables à agir pour le bien du football haïtien, ils ne se prononcent pas, ils se taisent. Ils donnent l'impression que les compétitions nationales ne conditionnent pas l'existence des clubs, que les joueurs de football ne sont que des accessoires, que les résultats des sélections nationales importent peu, enfin tout bonnement, ils s'en foutent du sort de notre sport roi.

Dans un pays où les citoyens se montrent passifs, où ils ne demandent pas des comptes aux responsables, ils se font les complices du pouvoir. Dans le football haïtien, où des dirigeants de clubs, qui sont là pour travailler à l'avancement du jeu, pour le développement des joueurs, à la santé financière et la compétitivité des clubs, ne s'impliquent pas, c'est la mort annoncée, des joueurs et des entraineurs, en d'autres termes la mort du football. Nos voisins dominicains sont en train de nous rendre service. Les défaites qu'ils nous infligent, doivent nous porter à prendre des dispositions pour freiner l'hémorragie. Nous devrions être sidérés par la situation actuelle de notre football, nous devrions être remonté contre les membres du Comité de normalisation, qui conduisent le football haïtien dans l'abime; nous devons aussi pointer du doigt les dirigeants de clubs, qui ne se soucient guère du sort de leurs joueurs et de l'avenir de ce sport que nous aimons tant.

R.S.

Suite de la page 16

rs ex-collaborateur; Fénélus Guerrier a été plus zélé, notamment en inventant une histoire et écrivant même une lettre confirmée également par le secrétaire général Carlo Marcelin, que l'ex-président Dadou avait brisé un coffre-fort et volé les passeports des joueuses pour les forcer à faire le silence sur l'accusation de viol, fait qui s'est révélé un méga mensonge, puisque fin 2020, toutes les filles ayant refusé de mentir, ont été forcées de laisser Camp Nous en signant un document et ont pu voyager aux États-Unis, après avoir reçu leurs passeports.

Sachant leurs mensonges, eux tous ont refusé de répondre aux demandes de collaboration à toutes les enquêtes, que ce soit du commissaire du gouvernement, du juge d'instruction du Tribunal civil de Croix-des-Bouquets, du RNDDH et, tout récemment, n'ont pas accepté d'aller non plus pour soutenir leurs accusations devant le TAS. Même attitude d'éviter de collaborer avec l'enquête judiciaire de Préméus Jasmin, le plus zélé des accusateurs de la FIFA, sachant bien qu'ils auraient été facilement démasqués. Les procédures devant la FIFA étant de nature éthique, donc ne demande pas de preuves formelles et irréfutables « *parlant plutôt de degré de preuve satisfaisante*» pour les juges d'éthique.

Qui dira un mot pour ces jeunes, qui espéraient réussir grâce au football ? Or, certaines organisations, comme Football Leaks, qui a mené une longue enquête, ont critiqué ouvertement la mainmise du président de la FIFA, Gianni Infantino, sur toutes les structures de celle-ci, FIFA, y compris la Commission d'éthique, sous prétexte d'intégrer des juges venant d'autres continents, il a changé tous les membres de la Commission d'éthique en installant à la tête de la Chambre d'instruction, la branche s'occupant des enquêtes, une Colombienne, Mme Rojas, qui n'a aucune compétence en droit de corruption et surtout en matière de droit pénal; et de plus, ne parle ni anglais, ni français, donc seulement la langue espagnole. Ce fait laisse l'essentiel du travail d'enquête au secrétariat de la Commission, autrement dit, sous le contrôle du président Infantino. On comprend, dans le cas du dossier de la FHF, après l'audition devant la Chambre de jugement, Me. Stanley Gaston ait parlé « *parodie de justice* », puisque lors de cette séance du 18 novembre 2020, tenue via Zoom, seulement 23 minutes ont été accordées à l'homme de loi haïtien; et, pire, l'accusé lui-même, Dr Jean-Bart, n'a pu intervenir que 13 minutes; justement Mme Rojas a empêché systématiquement le Haïtien d'intervenir.

Plus scandaleux, alors que l'audition devant les juges a pris fin à 13 heures (1 hre p.m.), si l'on tient compte du décalage horaire et du fait que les juges viennent de pays différents, on a été scandalisé que le verdict de bannissement a été publié dans moins de 24 heures, un document d'une quarantaine de pages, preuve irréfutable que tout a été décidé et rédigé à l'avance. Mais bien pire encore, le responsable judiciaire de la Commission d'enquête mise en place par la FIFA, en Haïti, a eu le courage de confirmer, par écrit, que, dans son enquête, il n'avait rien trouvé qui justifierait les sanctions de la FIFA.

Rien d'étonnant que, deux années plus tard, après les terribles dénonciations de Romain Molina, qui parlait de 100 victimes, dont 40 mineures, d'avortements pratiqués, au sein même de Camp Nous, d'appels téléphoniques désespérés de parents de victimes appelant au secours, à ce jour, deux ans plus tard, aucune victime déclarée.

La question doit être posée en ces termes. Le prétexte invoqué, à savoir les victimes ont peur, parce que Jean-Bart est riche et dispose de puissants gangs armés, ne peut tenir dans un pays où l'on va plus loin que la liberté d'expression, où l'on dénonce dans les médias, les réseaux sociaux, les médias populaires traditionnels, qui que vous soyez, président de la République, militaires, riches ou pauvres, Blancs ou Noirs, dictateurs ou démocrates, ou même des gangs.

Enfin il est à se demander, comme Romain Molina le clame très fort, à savoir qu'il veut envoyer l'ex-président en prison, pourquoi alors ne s'est-il pas présenté, depuis deux ans, afin de répondre de la plainte déposée contre lui, pour ses mensonges, devant le tribunal de Paris et ainsi favoriser son souhait de faire punir les coupables qu'il dénonce?

Et pourquoi aussi est-il obligé de se cacher, même pour la Police française dont il ne peut dire qu'elle est corrompue ? Il est vrai que le drame vient des Haïtiens eux-mêmes; on regrette presque de dire qu'il y'a cinquante ans c'est Haïti, son peuple et son gouvernement qui se seraient dressés comme un seul homme pour défendre l'honneur du pays, la fierté nationale, ces 600 filles et garçons haïtiens qui, en 2018, en France, et 2019, au Brésil, ont fait l'honneur de notre chère patrie en plaçant Haïti sur le toit du monde du football et qu'un mercenaire a jeté dans les rues, dans les prisons des bidonvilles, ou abandonnés sans papier, sans écoles, dans les jardins d'Immocale, en Floride, ou dans les usines de nuit, à Walmart, ou à Amazon, alors que le président de leur pays leur promettait l'or du monde, cadeau de maisons, subvention financière à vie, sans compter d'autres pages et de moments de gloire pour le pays, car les vraies victimes de ces machinations sont ces 600 jeunes, qui se voyaient stars de foot, en France et en Espagne, dont la réputation a été détruite pour satisfaire les ambitions de politiciens haïtiens et de milliardaires de la FIFA, alors que les vendeurs de patrie antinationaux au sein de la FHF, ou les racketeurs nationaux ont détruit le rêve de milliers de jeunes à travers les pays.

J.B.

Suite de la page 16

En tout premier lieu, le président Raynald Zraik qui s'est donné à fonds pour trouver les moyens financiers et garder plus d'une année les joueurs sans arrêt à l'entraînement. Le Violette étant, à un moment, depuis l'arrêt de toutes les compétitions de football au pays, l'unique club à l'entraînement, salaires en primes honorés. C'est ce travail de fonds, et régulier, aussi coûteux, qui a permis à l'équipe, en manque de rythme, de progresser au fil des matches en République dominicaine, et de terminer la coupe en boulet de canon, une compétition si mal entamée, justement parce que la préparation foncière n'avait pas été assurée,

Le Violette jouant sur le terrain de son adversaire en finale, il est vrai, soutenu à fonds par beaucoup de fans haïtiens, heureux et enthousiastes, de créer et retrouver l'ambiance du pays, a donc tenu la dragée haute à son solide adversaire emmené par notre Charles Herold jr, maestro inspiré, comme à ses débuts, au Tempête et en Équipe nationale U-17, en Corée, en 2007, mais le VAC a su, depuis la 20ème minute, après l'expulsion de son défenseur central, bien se regrouper, résister et tenir tête aux Dominicains, avec tous les joueurs se défonçant et ne rechignant nullement aux dures tâches défensives, tous les joueurs se battant pour faire le ménage.

Le Violette AC, champion de la Caraïbe 2022.

Le vieux Tigre a su résister et a même failli surprendre lors des prolongations, avant d'arriver a l'épreuve des penalties, qui allait conclure cette confrontation, qui augmentait à l'angoisse générale. Les footballeurs haïtiens, les nôtres n'étant pas toujours habiles dans cet exercice, mais, surprise agréable : Sabbat sonnait bien la charge et avec bonheur absolu ses coéquipiers, tour à tour, l'imitaient avec maestria. Entre-temps les Dominicains, qui ont maintenu l'égalité, jusqu'à 3 à 3, allaient échouer au quatrième essai. Steve Sanon, ce jeune portier jérémien, formé à Camp Nous et remarquable dans les buts du VAC, allait émerger comme l'un des héros de la soirée, en faisant échec aux deux derniers tireurs dominicains, permettant au VAC de succéder au Cavaly, vainqueur de l'édition précédente de cette compétition.

Le Violette, 38 ans après le titre de champion de la Concacaf, accède à la première marche d'un podium international, consécutivement à celui, plus important, de 1984 de champion de la Concacaf, exploit inoubliable des Thacho Eleazard, Henri Claude Charmant, Édouard Vorbe, James Bolté, Gilbert Leïs, Constant Monuma, Pierre Richard Legagneur, la conduite du tandem.

De coaches Charles Ponpon Vorbe et Ralph Kernizan, bien encadrés d'une pléiade de dirigeants dévoués et compétents, Bobby Duval, Bernard Craan, Dolcé, Gregory Chevry, Lacombe, etc,

Steven Sabbat, très i nspiré, conduit le VAC au sommet; Webens Princime, coach et Rony Attimy coach du Violette

Le VAC va donc entrer dans la Ligue des champions de la CONCACAF et devra en découdre avec les grosses écuries de l'Amérique du Nord et du Centre. Mission très au-dessus des moyens de l'équipe actuelle, en espérant que le football national soit, d'ici là, opérationnel en ayant la certitude que le président Zraik fera tous les sacrifices pour fournir les moyens nécessaires pour que les compétents coaches Itala et Attimy, renforcent le groupe et réalisent la préparation nécessaire pour élever le niveau de jeu de la formation actuelle à la hauteur de celui de leurs adversaires, plus huppés de la région.

J.B.

Journal 25 mai - 1er juin 2022.qxp_HO 5/25/22 3:49 AM Page 13

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

L'actualité en vrac

Suite de la page 3

ts-Unis du Mexique. Car, de l'autre côté de la frontière on avait creusé des tunnels pour continuer leur besogne. Je lui ai posé la question de savoir son opinion personnelle sur la construction du fameux mur destiné à la protection de la République dominicaine. « *Une vaste blague* », a-t-il lancé.

On ne saurait tout dire en quelques lignes d'une entrevue, qui a duré une heure, mais les déclarations de l'ambassadeur concernant l'assassinat du président de facto Jovenel Moïse, le 7 juillet dernier, dans les circonstances que l'on sait, mérite d'être signalées. Selon lui, Martine Moïse sait beaucoup plus qu'elle ne dit. Avant d'ajouter : « *En effet, elle n'avait pas épongé toutes les blessures mentionnées. Elle est au courant de tout, mais se tait, parce qu'elle est complice. Et les Américains ne sont pas des saints dans cette affaire* ».

Ceux-là que cette captivante entrevue intéresse peuvent s'adresser à la chaîne 26, à Santo Domingo, tout en indiquant qu'il s'agit de l'entrevue du dimanche 22 mai, de 11 h. a. m. à midi animé par Ariel Lara.

Quoi dire de la série d'articles du *New York Times* du 20 au 22 mai ?

Le quotidien de renommée internationale de la ville de New York a déclenché un véritable tapage sur l'internet autour du pays haïtien qui, malgré les informations qui, d'ordinaire, l'éclaboussent, se sont retrouvées face à une rivale, depuis le vendredi, 20 mai, quand, en trois langues (anglais, créole et français), l'histoire de l'appauvrissement d'Haïti par la France et les États-Unis est présentée avec force détails, basés sur des recherches effectuées par une équipe de plus d'une douzaine d'experts basés en France, aux États-Unis, en Haïti et au Canada.

Jusqu'à hier soir, mardi, 24 mai, soit quatre jours après la parution de la première série d'articles, nous avions répertorié une trentaine de références concernant le sujet abordé par le *New York Times* sur Google. Entretemps, des articles d'autres publications, qui avaient traité le même sujet auparavant, mais pas aussi richement documenté que celui offert par le quotidien newyorkais, attirent l'attention. De toute évidence, une campagne, qui ne peut être que favorable à Haïti, s'est révélée on ne peut plus captivante.

Jean-Bertrand Aristide serait un « héros »

Il semble qu'on veuille faire de l'ancien prêtre de Saint Jean Bosco, devenu président de la République, en deux occasions, et renversé autant de fois, avant de terminer son mandat, en héros, pour avoir, en 2003, réclamé des réparations à la France, pour le vol organisé orchestré contre le pays, durant 122 ans, par la France, de concert avec les États-Unis. Certains croient dur comme fer que de là vient sa chute et son exil, le 29 février 2024, d'abord, en République Centre-africaine, avant d'atterrir définitivement en Afrique du Sud avant un séjour de quelques semaines, à la Jamaïque, documents à l'appui.

Que Ms. Amy Goodman, animant un programme radiophonique « *Democracy Now* », sur KPFK FM, 90.7, à Los Angeles, en Californie, ait profité de la série d'articles du *New York Times*, pour entamer une nouvelle campagne en faveur de l'homme de Tabarre, est édifiant. Sans doute, ce programme est relayé par la WBAI, à New York. À souligner qu'Amy Goodman se trouvait à bord de l'avion, avec la députée (Congresswoman) Maxine Waters, en 2004, accompagnant le réfugié de Bangui, capitale centre-africaine, sur la route du retour pour s'installer provisoirement à la Jamaïque, le 15 mars 2004. « *Trop près d'Haïti* », diront les grands manitous internationaux. De fortes pressions furent exercées sur le gouvernement jamaïcain, qui avait fini par se débarrasser du « *colis encombrant* ». Ainsi, le 31 mai 2004, Aristide élit domicile en Afrique du Sud, pour, enfin, revenir au pays, le 18 mars 2011, au bout d'un exil de sept ans, en la patrie de Nelson Mandela.

Dans cette édition, nous nous attardons sur l'article du *New York Times*, dans la rubrique en anglais, HAPPENINGS, qui débute en page de garde, et l'éditeur Léo Joseph donne rendez-vous à ses lecteurs, la semaine prochaine, pour son analyse de « ***RANDOM*** », cette pièce maîtresse du *New York Times* qui, outre les versions en ligne, a été publiée, dimanche dernier, 22 mai, commençant à la première page, illustrée sur quatre colonnes. L'article attire l'attention des lecteurs sur une section spéciale, soient 6 pages de textes, agrémentées d'illustrations en grand format.

Pierre Quiroule II
25 mai 2022
raljo31@yahoo.com

PREMIER COUP DE BALAI DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Romel Bell mis à pied comme directeur général

Le dossier de la corruption en passe d'être transmis à la justice

Léo Joseph

Les rumeurs faisant croire que, suite à la perquisition effectuée au siège de l'Administration générale des Douanes et les scellés qui ont été apposés sur les classeurs et les portes de son bureau, vendredi 20 mai — mais qui ont été levés le mardi 24 mai—, le directeur général de l'institution aurait été mis aux arrêts, sont infondées. Dans un communiqué en date du 24 mai, le patron de l'Unité de lutte contre la corruption, Hans Jacques Ludwig Joseph, a indiqué que les scellés étaient levés, indiquant que d'autres mesures seront annoncées ultérieurement. Toutefois, cela ne voulait pas dire que Romel Bell soit sorti de l'auberge. Car plus tard, au fait, le même jour, les allégations (des prédictions pour certains) le concernant se sont révélées vraies. *Romel Bell out !*

En effet, M. Bell, qui n'avait pas mis les pieds au bureau de l'AGD, depuis qu'il avait laissé vendredi (20 mai), jour où avait eu lieu la descente des agents de l'ULCC, n'était pas présent lundi (23 mai). La nouvelle de sa destitution, annoncée, aujourd'hui, (24 mai), était déjà un fait-ac-compli pour certains.

En effet, l'ex-directeur général de l'AGD, qu'on croyait en odeur de sainteté, sinon proche du Premier ministre de facto, n'est pas revenu à son bureau, pour cause de mise en disponibilité. Fritz Alcindor, directeur général, au même titre que M. Bell, est nommé directeur général par intérim. Sur ces entre-faits, le ministre des Finances et des Affaires économiques, Michel Patrick Boisvert, a procédé immédiatement à son investiture, le même jour.

Dans les milieux proches de l'ULCC, le dossier corruption concernant Romel Bell avance «*à grands pas* ». D'aucuns prétendent qu'il sera « *prochainement* » remis au Parquet de Port-au-Prince pour les suites de droit.

Romel Bell, en passe d'être éjecté de la direction de l'AGD.

À Port-au-Prince, le cas de M. Bell est diversement discuté et analysé. De l'avis de plus d'un, non seulement le dossier corruption représente un événement rare, mais la rapidité avec laquelle est traité ce dossier autorise à croire que les autorités haïtiennes ont dû faire face aux pressions exogènes les obligeant à aller très vite en besogne.

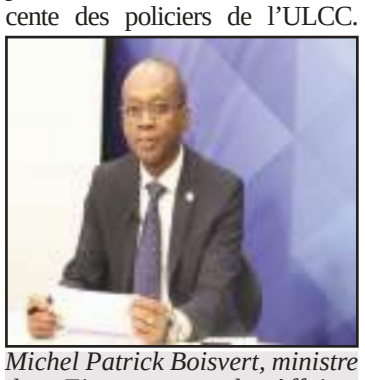
Fritz Alcinder, le nouveau directeur général a.i. de l'AGD.

D'autres observateurs ont déclaré vouloir suivre ce dossier avec beaucoup d'attention, car n'excluant pas la possibilité que, au cas où la justice étrangère, comme celle des États-Unis, par exemple, serait à l'origine de ces actions contre Romel Bell, d'autres personnes seraient aussi impliquées. Surtout que l'introduction d'armes illégales au pays, qui passent par les différentes douanes haïtiennes, se fait presque en permanence.

Pour les experts en sécurité, les fréquentes arrivées d'armes et de munitions, dans les ports haïtiens, ne peuvent se produire dans l'ignorance des dirigeants, tant au niveau des douanes, proprement dites, que des autorités hautes placées, jusqu'à la présidence.

Les dirigeants haïtiens muets concernant le cas Bell

Tout ce qu'on sait, dans le dossier Romel Bell, a été communiqué, en peu de mots, à l'occasion de la descente des policiers de l'ULCC.



Michel Patrick Boisvert, ministre des Finances et ds Affaires économiques.

Cette opération, expliquait alors le bureau de cette institution, se justifiait par souci de mener une enquête sur le trafic d'armes. L'intervention de Hans Jacques Ludwig Joseph, à la tête de ses hommes armés, au bureau de l'ADG, n'a pas manqué de jeter la panique au sein du personnel de cette institution. Car il y a eu flagrance, à plusieurs reprises, des incidences de débarquements de containers ou d'autres récipients dans lesquels sont transportées des armes de divers calibres, qui ont fini en queue de poisson.

Quand bien même de tels faits auraient attiré l'intervention d'agents de la PNH, venus mener des enquêtes sur place, de tels épisodes sont restés sans suite. Les armes découvertes, dont les arrivées sont dénoncées, ont tout bonnement disparu dans la nature. Cela explique bien la prolifération d'armes illégales dans le pays, dont le nombre ne serait pas inférieur à 600 000. L'inaction ou la compromission du personnel de l'AGD, au plus haut niveau, et à l'échelle nationale, constituent les vraies raisons qui favorisent la répétition de cet acte criminel.

De toute évidence, l'affaire Romel Bell a tout l'air d'ouvrir une boîte de Pandore.

L.J.

Journal 25 mai - 1er juin 2022.qxp_HO 5/25/22 3:49 AM Page 14

HAPPENINGS!

Continued from page 7

assistance of his then Prime Minister Laurent Salvador Lamothe.

Following the March debacle in Montreal, for the West Indian Labor Day Parade in Brooklyn, N. Y., on the first Monday of September 2019, the "Legal Bandit" was banned from participating in the popular parade on Eastern Parkway, the boulevard dubbed by Haitians the "Champs Élysées de Brooklyn." Usually, hundreds of thousands of revelers follow the elegantly decorated opened trucks with various musical bands playing and people dancing in the streets. Little by little, the anti-Martelly movement is gaining ground.

Nonetheless, the multi-millionaire Martelly, replete with the millions he stole from the Petro-Caribe Fund and from other financial shenanigans, can't be totally defeated. At the last minute, he made an appearance at hastily organized concert last Saturday night, at the Hollywoold Live Club in Hollywood, Florida, some 20 miles from Miami. On social networks, in the site "Ayiti pap peri," I saw a young woman on Sunday, promoting the singer Martelly, stating *"he's no longer president, but he remains a very popular musician. Look at all those people dancing, they're all Haitians."*

***Romel Bell, director at Haiti's Customs, in deep trouble**

It all started with an information published on social media May 16 to the effect that the U.S. cancelled the visa of several officials working for Haitian Customs, including that of Director General Romel Bell. Reportedly, this action is taken for their link to illegal traffic of firearms and money laundering.

The plot thickened, as shown in reporting by the Port-au-Prince daily *Le Nouvelliste,* on Monday, May 23. The committee of the "Association of Haitian Customs Workers" (French acronym ADH) issued a statement on May 20, calling on "the personnel at Customs to observe a work stoppage," while asking the authorities to take "urgent action to allow activities for the administration to resume work."

In its statement, the ADH says it "*deplores acts of confirmed vandalism at the institution, by Mr. Hans Jacques Ludwig Joseph."* He's the General Director of the ULCC *(Unité de Lutte Contre la Corruption),* the official state agency tasked with fighting corruption.

Obviously, ULCC has undertaken an investigation at Customs, based on the statement of the ADH leadership complaining about *"cellphones of some employees at Customs have been confiscated, a back-up has been introduced on the server of the administration, blocking the computer system. Also, the door to the office of the Director General has been sealed, after they broke in, thus causing the automatic and complete stop to the administration of Customs."*

It's being said that the ULCC has the backing of some U.S. authorities, not of the Ariel Henry government, in taking these measures to get to the bottom of the weapons and munitions entering the country undeterred, and used by the gangs in their war against the citizenry. Finally, it's been taken seriously that *"The fish begins to rot at the head."*

As the *Haiti-Observateur* previously reported that Romel Bell, a holdover from Martelly's administration, works closely with the former president and monthly he deposits between $3 and $6 million from Customs revenues into an account of the former president, the self-styled "Legal Bandit." And no accounting made.

And the President of the United States shows his bias

Apparently, we're entering a new phase in the fight against banditry at the highest level in Haiti. But the Biden administration really could care less about what goes on in Haiti, except to constantly airlift Haitian would-be refugees back to the hell-on-earth that Haiti has become.

Interestingly, last Saturday, President Biden reportedly signed a bill for $40 billion in U.S. assistance to Ukraine, some 4,965 away from Washington, facing Russian aggression. But little to nothing is done for those facing an internal war in Haiti causing hundreds of fatalities. The situation is so dire that on May 17, from Geneva, Switzerland, Michelle Bachelet, United Nations High Commissioner for Human Rights, issued a communiqué in which she stated ***"Armed violence has reached unimaginable and intolerable levels in Haiti."***

But Haiti, only 1,435 miles from Washington, D.C., undergoing such trauma, doesn't mean anything to the former Senator Joseph "Joe" Biden, now President Biden. As if he has not updated his thinking since 1994, when he was properly recorded, and till appears on YouTube, speaking so frankly: ***"If Haiti just quietly sunk into the Caribbean, or rose up 300 feet, it wouldn't matter a whole lot in terms of our interests."***

RAJ
25 May 2022
raljo31@yahoo.com

Kreyòl

Soti nan paj 6

ain, menm jan n ap pale de zansèt nou yo, yo ta ka pale de ou kòm youn mounn kote peyi Dayiti t ap pase youn moman trè trè difisil, ke w se te younn nan mounn ki te aksepte sakrifye w, aksepte sakrifye tou sa ke w ye, pou w te ka wete peyi a nan sitiyasyon ke l ye a ».

Apre sa, li adrese Minis Edikasyon nasyonal la ke l konplimante kòm youn minis ki te deja pase nan djòb la e ki te fè youn bon travay. Kidonk, li konn sa l ap fè. Epi l di : « *Apre 218 an dendepandans, jiskaprezan Akayè pa genyen youn inivèsite! Akayè pa gen youn bon lekòl pwofesyonèl!"* Nan anviwon 50 lekòl ki genyen nan Akayè, se *« 500 a 1 000 ti mounn ki pral fini ane sa a. Apre sa yo pa gen okenn kote pou y ale* ». Fòk yo ta gen youn filyè pou yo ka kontinye klas yo. Epi li deklare antan ke « *Pòtpawòl jenès la* », l ap mande pou minis la « *fè kou w konnen, degaje w kou Mèt Jan Jak, m pa konnen si pou w kouvri Sen Pyè dekouvri Sen Pòl* » pou youn bagay fèt pou jenès Akayè a.

Li pase pran Minis Kilti a ansanm ak tout gouvènman an pou l eksplike sitiyasyon malouk legliz la, kote tout prezidan vini chak lane depi anviwon 50 a 100 lane. Chak 18 Me yo bay youn kout penti, nou fè youn kache peche, pandanstan legliz la an movèz eta. Se poutèt sa li mande pou minis la, ansanm ak Premye Minis la epi ISPAN, ki anchaj moniman nasyonal yo, panche sou kesyon an. « *Pou listwa, fòk yo fè le nesesè. Voye ekspè vin evalye eta legliz la pou nou, paske legliz la an movèz eta* ». Li menm di si anyen pa fèt « *legliz ka efondre !* »

Li pale ak nouvo Katèl majistra ki fèk ranplase lòt ki te la avan l nan. Li di l ap bay menm konsèy li te bay lòt yo ki te vin wè l apre yo te nonmen yo : « *Pa aksepte ke yo nonmen w nan Meri a pou w tounen youn senp figiran. Pa aksepte ke yo nonmen w nan Meri a, pou w fè tout tan w, pou ke menm fatra ou pa ka leve nan vil la. . . . Piske se Premye Minis la ak tout Konsèy Minis la ki nonmen nou, se paske yo fè nou konfyans e se paske nou gen youn pwojè pou Akayè* ».

Epi li fini ak youn gwo pinga : « *. . . Si ke n santi yo mete nou la a e pa gen anyen nou pral fè, se pou n gen ase kouraj pou n di Premye Minis, Konsèy ministeryèl la, mèsi bokou. Sa ke n te konprann nan se pa sa, nou remèt nou tout bagay. Pa vini la a pou n pote non majistra epi ofon pa gen anyen k ap regle anndan komin nan. Eskize m si m pale konsa. Nou konnen mwen gen fran pale m !* » Mèsi Pè Jean-François pou fran pale w, se sa k manke ann Ayiti.

Li pa bliye lidè politik yo. « *Mesyedam, lidè politik, nou gen youn responsablite nan peyi sa a. Si se lidè ke nou ye se pou n kanalize pèp la, nou la, pou n oryante pèp la. Si se lidè ke nou ye, nou gen pou n kapab travay pou amelyore sitiyasyon lavi pèp la. Men jan nou ka fè l, se nan chita pale, se nan respè younn pou lòt. E m ta renmen di nou mesyedam, degaje nou kou Mèt Jan-Jak pou n wè kisa n ka fè pou peyi sa a, paske pèp la, li pa kapab ankò! Li pa kapab ankò! Sitiyasyon ke n ap viv jodi a li lamantab, e m ta ka menm di li makab! . . . Se pou n chita nan youn dyalòg sensè. Pou ke nan dyalòg sa ke nou pral fè a, mesyedam, premye sa pou n fè se mete Ayiti devan. Sa ke pou n mete ann avan se Ayiti. Sa pou n mete ann avan se pèp sa a, jodi a, ki pa kapab ankò !* ».

Epi li pran youn egzanp sou pwòp tèt li. « *Mwen menm, mwen se mounn Tigwav. Mwen gen prèske 3 zan, mwen pa sa al Tigwav. M anvi al lakay mwen, mwen pa kapab ale. Alò, mesyedam, mwen kwè ke chef Lapolis la la a, jeneral Lame a, li la a. Mesyedam, kòm responsab, se pou n fè sa nou kapab. . . .*

« *Nou pa kapab nan anviwònman ke nou genyen an, li pa bon. Youn anviwonman kote chak ti lapli fè kè nou kase. Nou pa kapab nan youn anviwònman, chak fwa nou leve, nou pa konnen, nenpòt ki moman lanmò a san jou pou li pran nou. Nou pa kapab nan bagay sa a. E nou gen youn responsablite, kit se lidè politik yo, kit se responsab k ap dirije peyi sa a, nou gen youn responsablite. Paske nou pa kapab ankò! . . . Se pou lidè politik yo ak mounn k ap dirije yo mete tèt nou ansanm pou jwenn youn solisyon pou peyi sa a, jodi a* ».

Li pase pran chèf gang yo, men sa l di : « *Pou mesyedam ki gen zam nan men yo, gang yo. Mwen ka di nou se Ayisyen. E m pa pè pou m di li, se frè nou ye. Menm mwenm menm tou mwen se frè nou. Men mesyedam n ap soufri anpil. Bagay la rèd pou nou. Chak fwa ke nou sòti, nou pa konnen si n ap rantre. Nou se pitit Ayiti, nou se Ayisyen . . . Lè ke nou pran zam nan, anpil fwa, m konn gen anpil mounn ki pran zam, epi lè yo fini, y al retwouve yo nan simityè* ».

Li vire pou l pale ak mounn ki gen mwayen pou met travay nan peyi a: « *Men m ap mande an menm tan tou, mounn ki gen posiblite, gen mwayen ekonomik nan men yo, kreye dè sitiyasyon, kreye anplwa, pou n pa kite mounn sa yo al pran zam. . . . Sèl referans yo pa dwe zam.*

« *Semèn dènyè a mwen t ap pale ak 2 zou 3 jèn, yo di m 'Monpè nou pa gen rèv ankò.' Yo pa kapab reve. . . . Sa ke m ap mande otorite yo, sa m ap mande lidè politik yo, tanpri, fè nou gras sa a, fè nou reve. N anvi reve. N anvi fè rèv. . . Chak fwa n ap dòmi, se youn je louvri, youn je fèmen. Nou pa kapab! Nou pa kapab ankò! Nou fatige! Nou pa kapab! Alò, jenès la te mande m, piske otorite yo la a pou m di nou sa:* ***Nou pa kapab ankò !*** **»**

Epi li kite dènye konsèy la pou gwo bacha yo, mounn ki gen lajan yo. Koute sa : « *Pèp Ayisyen se pa youn pèp ki difisil non. Pèp Ayisyen, se pa youn pèp m ta ka di ki egzijan non. Si omwen mounn ki gen lajan nan peyi sa a, moun ki gen posiblite yo, menm si nou te pran ensantyèm nan sa ke nou genyen ke n al depoze nan peyi etranje,—e gen de fwa nou mouri, kòb sa yo rete yo gaspiye—, si n te pran ensantyèm nou envesti l nan peyi a, nou ta kapab jwenn youn alemye wi. Nou ta ka respire youn lòt lè wi, mezanmi. Men pou sa fèt tou, fòk moun ki gen posiblite bay sekirite nan peyi a kreye sekirite pou ke mounn sa yo kapab envesti. Se sa ke m ta renmen di nan okazyon 18 Me ane sa a.*

« *18 Me se fèt L'Unité. 18 Me se fèt tèt ansanm. 18 Me, m ta ka di, fèt drapo a, li pa ka mache avèk ensekirite. Fèt drapo a li pa ka mache avèk kòripsyon. E Pap François di Kòripsyon se vè nan lavi politik la* ».

Epi anvan li di tout mounn orevwa, li mande ankò pou lidè yo met tèt yo ansanm pou yo jwenn youn solisyon, paske ***pèp la pa kapab ankò!*** Li swete tout mounn bòn fèt e li di yo pran prekosyon, pa kouri twò vit lè y ap tounen lakay yo. Se te bravo san rete pou ***Pè Tristan Jean François!*** M espere yo pral mete pawòl li yo an pratik.

Epi nou menm nou di, 18 Me ane sa a Ayisyen toupatou sanble reveye. Sa bay lespwa ke nou lavèy youn mouvman koupe fache ak sistèm ki vin met peyi a nan sitiyasyon li ye a. Soti nan revèy, se pou n pase a laksyon. Se pou n fè sa nou dwe fè a pou nou ka vrèman fete pwochen 18 Me a avèk anpil fyète.

TiRenm/
Grenn Pwonmennen
25 Me 2022
nan *raljo31@yahoo.com*

Journal 25 mai - 1er juin 2022.qxp_HO 5/25/22 3:49 AM Page 15

PREMIER COUP DE BALAI DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Romel Bell mis à pied comme directeur général

Le dossier de la corruption en passe d'être transmis à la justice

Suite de la page 1

communiqué en date du 24 mai, le patron de l'Unité de lutte contre la corruption, Hans Jacques Ludwig Joseph, a indiqué que les scellés étaient levés, indiquant que d'autres mesures seront annoncées ultérieurement. Toutefois, cela ne voulait pas dire que Romel Bell soit sorti de l'auberge. Car plus tard, au fait, le même jour, les allégations (des prédictions pour certains) le concernant se sont révélées vraies. *Romel Bell out !*

En effet, M. Bell, qui n'avait pas mis les pieds au bureau de l'AGD, depuis qu'il avait laissé vendredi (20 mai), jour où avait eu lieu la descente des agents de l'ULCC, n'était pas présent lundi (23 mai). La nouvelle de sa destitution, annoncée, aujourd'hui, (24 mai), était déjà un fait-accompli pour certains.

En effet, l'ex-directeur général de l'AGD, qu'on croyait en odeur de sainteté, sinon proche du Premier ministre de facto, n'est pas revenu à son bureau, pour cause de mise en disponibilité. Fritz Alcindor, directeur général, au même titre que M. Bell, est nommé directeur général par intérim. Sur ces entre-faits, le ministre des Finances et des Affaires économiques, Michel Patrick Boisvert, a procédé immédiatement à son investiture, le même jour.

Dans les milieux proches de l'ULCC, le dossier corruption concernant Romel Bell avance «*à grands pas* ». D'aucuns prétendent qu'il sera « *prochainement* » remis au Parquet de Port-au-Prince pour les suites de droit.

À Port-au-Prince, le cas de M. Bell est diversement discuté et analysé. De l'avis de plus d'un, non seulement le dossier corruption représente un événement rare, mais la rapidité avec laquelle est traité ce dossier autorise à croire que les autorités haïtiennes ont dû faire face aux pressions exogènes les obligeant à aller très vite en besogne.

D'autres observateurs ont déclaré vouloir suivre ce dossier avec beaucoup d'attention, car n'excluant pas la possibilité que, au cas où la justice étrangère, comme celle des États-Unis, par exemple, serait à l'origine de ces actions contre Romel Bell, d'autres personnes seraient aussi impliquées. Surtout que l'introduction d'armes illégales au pays, qui passent par les différentes douanes haïtiennes, se fait presque en permanence.

Pour les experts en sécurité, les fréquentes arrivées d'armes et de munitions, dans les ports haïtiens, ne peuvent se produire dans l'ignorance des dirigeants, tant au niveau des douanes, proprement dites, que des autorités hautes placées, jusqu'à la présidence.

Les dirigeants haïtiens muets concernant le cas Bell

Tout ce qu'on sait, dans le dossier Romel Bell, a été communiqué, en peu de mots, à l'occasion de la descente des policiers de l'ULCC. Cette opération, expliquait alors le bureau de cette institution, se justifiait par souci de mener une enquête sur le trafic d'armes. L'intervention de Hans Jacques Ludwig Joseph, à la tête de ses hommes armés, au bureau de l'ADG, n'a pas manqué de jeter la panique au sein du personnel de cette institution. Car il y a eu flagrance, à plusieurs reprises, des incidences de débarquements de containers ou d'autres récipients dans lesquels sont transportées des armes de divers calibres, qui ont fini en queue de poisson.

Quand bien même de tels faits auraient attiré l'intervention d'agents de la PNH, venus mener des enquêtes sur place, de tels épisodes sont restés sans suite. Les armes découvertes, dont les arrivées sont dénoncées, ont tout bonnement disparu dans la nature. Cela explique bien la prolifération d'armes illégales dans le pays, dont le nombre ne serait pas inférieur à 600 000. L'inaction ou la compromission du personnel de l'AGD, au plus haut niveau, et à l'échelle nationale, constituent les vraies raisons qui favorisent la répétition de cet acte criminel.

De toute évidence, l'affaire Romel Bell a tout l'air d'ouvrir une boîte de Pandore.

L.J.

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse

Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-PRACTICE

182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 25 mai - 1er juin 2022.qxp_HO 5/25/22 3:49 AM Page 16

Sports

FOOT - CFU CHAMPIONSHIP 2022

Les leçons à tirer des défaites de l'Arcahaïe et du Violette, face aux Dominicains

Par Ricot Saintil

Battus lors de leurs premières rencontres dans le Flow Caribbean Championship, l'AFC et le Violette laissent entrevoir les difficultés auxquelles font face le football haïtien, mais aussi le progrès énorme du football dominicain. Victimes de l'irresponsabilité des membres du Comité de normalisation, qui n'ont concrètement rien fait pour la reprise du Championnat national de première division, le Violette et l'Arcahaie ont connu une entame de compétition difficile. Heureusement pour l'honneur du football haïtien, le vieux tigre s'est ressaisi en faisant mordre la poussière aux clubs jamaïcains contre lesquels il s'est imposé à deux reprises, avant de prendre sa revanche, en finale de la compétition contre Cibao FC, qui l'avait battu d'entrée (3-0).

L'Équipe d'Arcahaïe.

Le Violette est sacré champion, après un duel épique ponctué de la séance fatidique des tirs au but (4-3). Néanmoins, les revers subis dans la phase de groupe nous interpellent et nous poussent à faire quelques considérations pertinentes sur le football haïtien, qui connaît un nivellement par le bas.

Quelques jours après l'élimination de la Sélection nationale féminine, des moins de 17 ans, par son homologue dominicaine, en huitième de finales du Championnat de la Concacaf pour la Coupe du monde U17 Inde 2022, le Violette et l'Arcahaïe ont subi la loi des clubs dominicains. L'Atletico Vega Real et le Cibao FC sont les bourreaux des Haïtiens. Ils n'ont laissé aucune chance aux Violettistes et aux Archelois, embarqués dans le Flow Caribbean Championship, sans une préparation adéquate. Privés de compétition, depuis l'arrêt des matches nationaux, par le Comité de normalisation, les représentants du football haïtien (AFC, Violette), ont payé le prix fort de l'irresponsabilité des décideurs du football haïtien, mais aussi de l'insouciance, de la complicité et de l'ignorance de certains dirigeants de football, indifférents aux désastres provoqués par le Comité de normalisation, dans ses décisions maladroites. Ils n'exigent rien et ne demandent pas de comptes au Comité sur sa gestion calamiteuse de notre sport roi.

Pour le football haïtien, ces défaites, qui s'enchaînent, peu-

Suite en page 12

LE FOOTBALL HAÏTIEN EN CHUTE LIBRE

La FIFA et Romain Molina continuent de détruire Haïti

Par Jacques Brave

S'il y avait un doute sur le fait que c'est la FIFA directement qui écrase et détruit le football haïtien en forgeant un monstrueux scandale capable de créer une grosse indignation partout dans le monde, et qui pourrait « *couvrir leur crime* » scandaleux contre le football d'un pays où la santé et la grande montée du football est en contradiction totale avec l'état de délabrement et de gestion calamiteuse du pays à tous les niveaux.

La dernière sortie du mercenaire et toujours fugitif Romain Molina sur l'ex-président de la FHF, s'il y avait des doutes que c'est bien Gianni Infantino en personne, pour s'assurer de sa réélection, l'année prochaine, à la tête de la FIFA, décide de retirer, par quelque moyen que ce soit, les comités de Fédération en place, avant son arrivée, pour prévenir un retour éventuel aux affaires un quelconque membre de l'ancienne équipe, proche de Blatter et de Platini, dont il faisait d'ailleurs partie, ayant été l'assistant de l'ancienne vedette du football qu'il a trahie, qui pourrait être tenté de revenir aux affaires du football, une fois sa suspension levée. On avait déjà noté que chaque décision que la FIFA allait annoncer sur Haïti Molina la révélait dans quelques jours avant.

Certes, la FIFA avait pu trouver des antinationaux pour l'accompagner dans son projet macabre sur Haïti dicté, non seulement pour installer leur propre équipe à la tête de cette Fédération et en Carlo Marcelin et surtout Monique, et quelques clubs, notamment ceux impliqués, depuis longtemps, dans l'argent sale et le blanchiment des avoirs, car roulant sur des millions et pourtant sans sponsor et sans fanatiques, donc sans recettes de match et puis des employés en quête de gain. Dès lors, il était facile d'utiliser une stratégie et de faire pression avec cette histoire fabriquée d'abus sexuels, menaçant des hommes importants en les informant qu'ils sont sous enquête, pour les porter à collaborer au complot macabre, à coups de faux témoignages dans la soit disant enquête. Ainsi, Wilner Étienne, Fénélus Guerrier, Garry Nicolas avaient été avertis qu'ils étaient sous enquête pour abus sexuels qui, selon les règlements, ne doivent pas aller au-delà de six mois. Mais, fait bizarre, déjà deux ans et c'est le silence complet sur leurs accusations, alors qu'il faut obligatoirement un verdict concluant de l'enquête. Il est vrai, entre-temps, ils avaient retourné leur veste en « *enfonçant* » publiquement leurs

Suite en page 12

CONCACAF FLOW CARIBBEAN CHAMPIONSHIP 2020

Le Violette champion de la Caraïbe

Par Jacques Brave

Le Violette AC, doyen des clubs haïtiens, qui vient de fêter, le dimanche d'avant, (15 mai 2022), son 104e anniversaire, vient de remporter un deuxième titre majeur de son histoire en devenant, dimanche soir, à Santiago, en République dominicaine, champion de la Caraïbe du Concacaf Flow Caribbean Championship 2020 et se qualifie, du coup, pour les quarts de finale de Ligue des Clubs champions de la Concacaf, à la suite d'un match à suspense terminé sur un nul (0-0) aux termes des 120 minutes de jeu (temps réglementaire et prolongations) et gagné sur penalties (4 à 3).

Cette victoire a créé un vent de sourire, en Haïti, où l'on a veillé tard, dimanche, pour suivre cette bataille du Violette, dans ce match joué à Santiago de los Caballeros, en pays voisin; un bel exploit, si l'on tient compte que le champion national a été largement battu en phase de Groupe par ces mêmes champions dominicains du Cibao FC (3-0), en match d'ouverture. Cette lourde défaite du champion national, ajoutée à celle de notre vice-champion, Arcahaïe FC, dans l'autre groupe, avait soulevé l'indignation générale des uns et des autres fustigeant l'incompétence et l'insouciance des nouveaux dirigeants de la Fédération haïtienne de football (FHF) d'avoir, en moins de deux ans, détruit la formidable santé de notre football, en n'organisant aucune activité, se contentant de faire acte de présence, sans aucune préparation, aux tournois internationaux de la région. Comme c'est le cas, des sélections nationales féminines U-17 et U-20 invaincues longtemps dans la région, qui ont été battues piteusement récemment, loin de leur standing de membre du quatuor des 4 têtes de série de la CONCACAF.

Le Violette AC en finale, contre l'Équipe dominicaine, dimanche 22 mai.

Bravo, président Raynald Zraik

La victoire des champions d'Haïti est le fruit, certes, du talent de ces jeunes emmenés par leur vedette et leader Stevens Sabbat, qui confirme le talent qui l'avait emmené en équipe nationale, aussi de l'énorme compétence de ses deux coaches, Rony Attimy et Webens Prinsimé, ce dernier confirmant, au fil du temps, qu'il est bien un produit exceptionnel, l'oiseau rare, le technicien d'avenir que le pays attend depuis longtemps. Il faut aussi mettre en première ligne les dirigeants du VAC.

Suite en page 12